

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2018 ET 2017

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUDITÉS

LE 13 MARS 2019



wsp



## À PROPOS

WSP est l'une des plus grandes entreprises de services professionnels au monde. Nous sommes engagés envers nos communautés locales et nous nous distinguons par notre savoir collectif international. Nous sommes des experts techniques et des conseillers stratégiques regroupant des ingénieurs, techniciens, scientifiques, architectes, planificateurs, arpenteurs-géomètres et spécialistes de l'environnement, ainsi que des spécialistes de la conception, de la gestion de programme et de projets de construction. Nous concevons des solutions durables pour de nombreux secteurs : transport et infrastructures, bâtiments, environnement, énergie, ressources, ainsi qu'industrie. Nous offrons, en outre, des services-conseils stratégiques. Avec environ 48 000 employés de talent travaillant dans des bureaux situés à travers le monde, nous concevons des projets qui accompagneront la croissance des sociétés pour les générations à venir.

**SIÈGE SOCIAL**  
GROUPE WSP GLOBAL INC.  
1600, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST  
MONTRÉAL (QUÉBEC) H3H 1P9  
CANADA

**[wsp.com](http://wsp.com)**



## *Rapport de l'auditeur indépendant*

Aux actionnaires de Groupe WSP Global Inc.

---

### *Notre opinion*

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Groupe WSP Global Inc. et de ses filiales, (collectivement, la « Société ») aux 31 décembre 2018 et 2017 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

### **Notre audit**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2018 et 2017;
- les états consolidés du résultat net pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés du résultat global pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates;
- les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

---

### *Fondement de l'opinion*

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### **Indépendance**

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

---

### *Autres informations*

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion, que nous avons obtenu avant la date du présent rapport, et des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états, incluses dans le rapport annuel, qui est censé être mis à notre disposition après cette date.

---

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.*  
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1  
T: +1 514 205-5000, F: +1 514 876-1502, [www.pwc.com/ca/fr](http://www.pwc.com/ca/fr)

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.



Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune opinion ou autre forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués à l'égard des autres informations que nous avons obtenues avant la date du présent rapport, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard. Si, à la lecture des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états, incluses dans le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

---

#### *Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

---

#### *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés*

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur indépendant contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation, par la direction, du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur



communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Michael Trudeau.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*<sup>1</sup>

Montréal (Québec)  
Le 13 mars 2019

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A113048

**GROUPE WSP GLOBAL INC.**  
**ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AUX 31 DÉCEMBRE 2018 ET 2017**

(en millions de dollars canadiens)

|   | 2018                  | 2017                  |
|---|-----------------------|-----------------------|
|   | \$                    | \$                    |
| <b>Actif</b>  |                       |                       |
| <b>Actifs courants</b>  |                       |                       |
| Trésorerie (note 6)   | 254,7                 | 185,1                 |
| Trésorerie soumise à restrictions                                     | 5,0                   | 6,8                   |
| Créances clients, charges payées d'avance et autres créances (note 7) | 1 857,6               | 1 554,7               |
| Actif d'impôt exigible  | 13,6                  | 18,0                  |
| Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation (note 8)      | 1 116,1               | 905,0                 |
|   | <u>3 247,0</u>        | <u>2 669,6</u>        |
| <b>Actifs non courants</b>  |                       |                       |
| Autres actifs (note 9)  | 192,0                 | 113,0                 |
| Actifs d'impôt différé (note 23)                                      | 116,1                 | 91,4                  |
| Immobilisations corporelles (note 10)                                 | 350,6                 | 315,4                 |
| Immobilisations incorporelles (note 11)                               | 367,7                 | 355,2                 |
| Goodwill (note 12)  | 3 493,2               | 2 979,0               |
| <b>Total de l'actif</b>   | <u><b>7 766,6</b></u> | <u><b>6 523,6</b></u> |
| <b>Passif et capitaux propres</b>                                     |                       |                       |
| <b>Passif</b>   |                       |                       |
| <b>Passifs courants</b>   |                       |                       |
| Dettes d'exploitation et charges à payer (note 14)                    | 1 787,5               | 1 361,9               |
| Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus (note 8)   | 678,3                 | 483,8                 |
| Passif d'impôt exigible   | 52,1                  | 47,9                  |
| Dividendes à payer aux actionnaires (note 24)                         | 39,2                  | 38,7                  |
| Partie courante des dettes à long terme (note 15)                     | 42,3                  | 276,3                 |
| Autres passifs financiers courants (note 16)                          | 14,5                  | 45,8                  |
|   | <u>2 613,9</u>        | <u>2 254,4</u>        |
| <b>Passifs non courants</b>   |                       |                       |
| Dettes à long terme (note 15)   | 1 461,2               | 882,4                 |
| Autres passifs financiers non courants (note 16)                      | 6,7                   | 25,4                  |
| Provisions (note 14)  | 153,1                 | 121,2                 |
| Obligations au titre des prestations de retraite (note 17)            | 197,7                 | 206,7                 |
| Passifs d'impôt différé (note 23)                                     | 74,3                  | 74,5                  |
| <b>Total du passif</b>  | <u><b>4 506,9</b></u> | <u><b>3 564,6</b></u> |
| <b>Capitaux propres</b>   |                       |                       |
| <b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>                 |                       |                       |
| Capital-actions (note 18)   | 2 656,5               | 2 577,4               |
| Surplus d'apport  | 204,9                 | 204,2                 |
| Cumul des autres éléments du résultat global                          | 216,3                 | 86,0                  |
| Résultats non distribués  | 181,3                 | 91,4                  |
|   | <u>3 259,0</u>        | <u>2 959,0</u>        |
| Participation ne donnant pas le contrôle                              | 0,7                   | —                     |
| <b>Total des capitaux propres</b>                                     | <u><b>3 259,7</b></u> | <u><b>2 959,0</b></u> |
| <b>Total du passif et des capitaux propres</b>                        | <u><b>7 766,6</b></u> | <u><b>6 523,6</b></u> |
| <b>Engagements et éventualités (note 28)</b>                          |                       |                       |

Approuvé par le conseil d'administration,

(signé) Alexandre L'Heureux, administrateur

(signé) Louis-Philippe Carrière, administrateur

|   | 2018<br>\$     | 2017<br>\$     |
|---|----------------|----------------|
| <b>Produits des activités ordinaires (note 20)</b>  | <b>7 908,1</b> | <b>6 942,2</b> |
| Coûts liés au personnel   | 4 567,1        | 4 112,9        |
| Sous-consultants et coûts directs   | 1 887,5        | 1 585,6        |
| Charges locatives   | 258,9          | 227,8          |
| Autres charges d'exploitation   | 538,3          | 473,6          |
| Coûts d'acquisition et d'intégration (note 21)  | 62,3           | 28,4           |
| Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles                                     | 91,8           | 79,6           |
| Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles                                   | 102,6          | 89,2           |
| Perte (profit) de change  | 2,3            | (6,9)          |
| Quote-part du résultat d'entreprises associées et de coentreprises (déduction faite de l'impôt) | (0,8)          | (0,3)          |
| <b>Total des charges d'exploitation nettes</b>  | <b>7 510,0</b> | <b>6 589,9</b> |
| Charges financières nettes (note 22)  | 68,8           | 36,9           |
| <b>Résultat avant impôt</b>   | <b>329,3</b>   | <b>315,4</b>   |
| Charge d'impôt sur le résultat (note 23)  | 80,5           | 102,1          |
| <b>Résultat net de la période</b>   | <b>248,8</b>   | <b>213,3</b>   |
| <b>Résultat net attribuable aux :</b>   |                |                |
| Actionnaires  | 248,1          | 213,3          |
| Participations ne donnant pas le contrôle   | 0,7            | —              |
|   | <b>248,8</b>   | <b>213,3</b>   |
| Résultat net de base par action attribuable aux actionnaires                                    | 2,38           | 2,08           |
| Résultat net dilué par action attribuable aux actionnaires                                      | 2,38           | 2,08           |
| Nombre moyen pondéré de base d'actions  | 104 150 041    | 102 448 943    |
| Nombre moyen pondéré dilué d'actions  | 104 392 368    | 102 576 410    |



(en millions de dollars canadiens)

|   | 2018<br>\$   | 2017<br>\$   |
|---|--------------|--------------|
| <b>Résultat global</b>  |              |              |
| Résultat net de la période  | 248,8        | 213,3        |
| <b>Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>   |              |              |
| <i>Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net</i>  |              |              |
| Écarts de change (déduction faite d'une charge (d'un produit) d'impôt de 8,4 \$ ((5,0) \$ en 2017))   | 168,2        | (73,9)       |
| Réévaluations de la juste valeur – actifs disponibles à la vente (déduction faite d'une charge (d'un produit) d'impôt de néant (2,1 \$ en 2017))  | —            | 5,7          |
| Écarts de change sur les instruments financiers désignés en tant que couverture d'investissement net (déduction faite d'une charge (d'un produit) d'impôt de (7,5) \$ (4,0 \$ en 2017)) | (48,3)       | 25,6         |
| <i>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</i>   |              |              |
| Gain actuariel (perte actuarielle) sur les régimes de retraite (déduction faite d'une charge (d'un produit) d'impôt de 3,1 \$ ((3,4) \$ en 2017))                                       | 9,4          | (4,2)        |
| <b>Total du résultat global pour la période</b>   | <b>378,1</b> | <b>166,5</b> |
| <b>Résultat global attribuable aux :</b>  |              |              |
| Actionnaires  | 377,4        | 166,5        |
| Participations ne donnant pas le contrôle   | 0,7          | —            |
|   | <b>378,1</b> | <b>166,5</b> |

(en millions de dollars canadiens)

|   | Attribuables aux actionnaires |                  |                          |  | Total          | Participations ne donnant pas le contrôle | Total des capitaux propres |
|---|-------------------------------|------------------|--------------------------|--|----------------|---|----------------------------|
|   | Capital-actions               | Surplus d'apport | Résultats non distribués | Cumul des autres éléments du résultat global |                |   |                            |
|   | \$                            | \$               | \$                       | \$   | \$             | \$  | \$                         |
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>   | <b>2 491,6</b>                | <b>203,3</b>     | <b>31,9</b>              | <b>132,8</b>                                 | <b>2 859,6</b> | <b>0,9</b>                                | <b>2 860,5</b>             |
| Actions ordinaires émises dans le cadre du RRD (note 18)                                      | 82,7                          | —                | —                        | —  | 82,7           | —   | 82,7                       |
| Exercice d'options sur actions (note 18)  | 3,1                           | (0,5)            | —                        | —  | 2,6            | —   | 2,6                        |
| Charge de rémunération fondée sur des actions (note 13)                                       | —                             | 1,4              | —                        | —  | 1,4            | —   | 1,4                        |
| <b>Résultat global</b>  |                               |                  |                          |  |                |   |                            |
| Résultat net de la période  | —                             | —                | 213,3                    | —  | 213,3          | —   | 213,3                      |
| Gain actuariel (perte actuarielle) sur les régimes de retraite (déduction faite de l'impôt)   | —                             | —                | —                        | (4,2)  | (4,2)          | —   | (4,2)                      |
| Écarts de change (déduction faite de l'impôt)   | —                             | —                | —                        | (73,9)                                       | (73,9)         | —   | (73,9)                     |
| Réévaluations de la juste valeur – actifs disponibles à la vente (déduction faite de l'impôt) | —                             | —                | —                        | 5,7  | 5,7            | —   | 5,7                        |
| Couverture d'investissement net (déduction faite de l'impôt)                                  | —                             | —                | —                        | 25,6   | 25,6           | —   | 25,6                       |
| <b>Total du résultat global</b>   | <b>—</b>                      | <b>—</b>         | <b>213,3</b>             | <b>(46,8)</b>                                | <b>166,5</b>   | <b>—</b>                                  | <b>166,5</b>               |
| Dividendes déclarés aux actionnaires  | —                             | —                | (153,8)                  | —  | (153,8)        | —   | (153,8)                    |
| Cession d'une filiale   | —                             | —                | —                        | —  | —              | (0,9)                                     | (0,9)                      |
| <b>Solde au 31 décembre 2017</b>  | <b>2 577,4</b>                | <b>204,2</b>     | <b>91,4</b>              | <b>86,0</b>                                  | <b>2 959,0</b> | <b>—</b>                                  | <b>2 959,0</b>             |

(en millions de dollars canadiens)

|   | Attribuables aux actionnaires |                  |                          |  | Total          | Participations ne donnant pas le contrôle | Total des capitaux propres |
|---|-------------------------------|------------------|--------------------------|--|----------------|---|----------------------------|
|   | Capital-actions               | Surplus d'apport | Résultats non distribués | Cumul des autres éléments du résultat global |                |   |                            |
|   | \$                            | \$               | \$                       | \$   | \$             | \$  | \$                         |
| <b>Solde au 31 décembre 2017</b>  | <b>2 577,4</b>                | <b>204,2</b>     | <b>91,4</b>              | <b>86,0</b>                                  | <b>2 959,0</b> | <b>—</b>                                  | <b>2 959,0</b>             |
| Ajustement du solde d'ouverture   |                               |                  |                          |  |                |   |                            |
| – Adoption d'IFRS 9 (note 2)  | —                             | —                | (1,0)                    | 1,0  | —              | —   | —                          |
| Actions ordinaires émises dans le cadre du RRD (note 18)                                    | 77,4                          | —                | —                        | —  | 77,4           | —   | 77,4                       |
| Exercice d'options sur actions (note 18)  | 1,7                           | (0,3)            | —                        | —  | 1,4            | —   | 1,4                        |
| Charge de rémunération fondée sur des actions (note 13)                                     | —                             | 1,0              | —                        | —  | 1,0            | —   | 1,0                        |
| <b>Résultat global</b>  |                               |                  |                          |  |                |   |                            |
| Résultat net de la période  | —                             | —                | 248,1                    | —  | 248,1          | 0,7                                       | 248,8                      |
| Gain actuariel (perte actuarielle) sur les régimes de retraite (déduction faite de l'impôt) | —                             | —                | —                        | 9,4  | 9,4            | —   | 9,4                        |
| Écarts de change (déduction faite de l'impôt)   | —                             | —                | —                        | 168,2  | 168,2          | —   | 168,2                      |
| Couverture d'investissement net (déduction faite de l'impôt)                                | —                             | —                | —                        | (48,3)                                       | (48,3)         | —   | (48,3)                     |
| <b>Total du résultat global</b>   | <b>—</b>                      | <b>—</b>         | <b>248,1</b>             | <b>129,3</b>                                 | <b>377,4</b>   | <b>0,7</b>                                | <b>378,1</b>               |
| Dividendes déclarés aux actionnaires (note 24)  | —                             | —                | (156,0)                  | —  | (156,0)        | —   | (156,0)                    |
| Acquisition d'une participation ne donnant pas le contrôle                                  | —                             | —                | (1,2)                    | —  | (1,2)          | —   | (1,2)                      |
| <b>Solde au 31 décembre 2018</b>  | <b>2 656,5</b>                | <b>204,9</b>     | <b>181,3</b>             | <b>216,3</b>                                 | <b>3 259,0</b> | <b>0,7</b>                                | <b>3 259,7</b>             |

(en millions de dollars canadiens)

|   | 2018<br>\$     | 2017<br>\$     |
|---|----------------|----------------|
| <b>Activités d'exploitation</b>   |                |                |
| Résultat net de la période  | 248,8          | 213,3          |
| Ajustements (note 25a))   | 171,1          | 139,7          |
| Charge d'impôt sur le résultat (note 23)  | 80,5           | 102,1          |
| Impôt payé  | (73,9)         | (58,8)         |
| Charges financières nettes (note 22)  | 68,8           | 36,9           |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 25b))                  | 174,4          | (37,8)         |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, montant net</b>                  | <b>669,7</b>   | <b>395,4</b>   |
| <b>Activités de financement</b>   |                |                |
| Dividendes versés aux actionnaires  | (78,1)         | (70,4)         |
| Variation nette des dettes à long terme (note 25c))                                       | 217,7          | 66,8           |
| Variation nette des autres passifs financiers   | (4,2)          | (15,1)         |
| Charges financières payées et coûts de financement  | (59,1)         | (36,5)         |
| Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission                       | 1,4            | 2,6            |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement, montant net</b>                  | <b>77,7</b>    | <b>(52,6)</b>  |
| <b>Activités d'investissement</b>   |                |                |
| Acquisitions d'entreprises (note 4)   | (556,7)        | (291,9)        |
| Entrée d'immobilisations corporelles  | (98,1)         | (79,7)         |
| Produit de la cession d'immobilisations corporelles                                       | 4,5            | 4,8            |
| Entrée d'immobilisations incorporelles  | (28,7)         | (24,4)         |
| Autres  | 0,9            | (3,3)          |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, montant net</b>                | <b>(678,1)</b> | <b>(394,5)</b> |
| Incidence des fluctuations du taux de change sur la trésorerie                            | 6,0            | (0,2)          |
| <b>Variation nette de la trésorerie</b>   | <b>75,3</b>    | <b>(51,9)</b>  |
| <b>Trésorerie, déduction faite du découvert bancaire (note 6), au début de la période</b> | <b>178,6</b>   | <b>230,5</b>   |
| <b>Trésorerie, déduction faite du découvert bancaire (note 6), à la fin de la période</b> | <b>253,9</b>   | <b>178,6</b>   |

# NOTES

|    |   |    |
|----|---|----|
| 1  | DESCRIPTION DES ACTIVITÉS .....   | 12 |
| 2  | PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES .....   | 12 |
| 3  | ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES.....  | 30 |
| 4  | ACQUISITIONS D'ENTREPRISES .....  | 32 |
| 5  | PARTENARIATS.....   | 39 |
| 6  | TRÉSORERIE .....  | 40 |
| 7  | CRÉANCES CLIENTS, CHARGES PAYÉES D'AVANCE<br>ET AUTRES CRÉANCES.....  | 40 |
| 8  | EXCÉDENT DES COÛTS ET PROFITS PRÉVUS SUR LA FACTURATION ET<br>EXCÉDENT DE LA FACTURATION SUR LES COÛTS ET PROFITS PRÉVUS..... | 41 |
| 9  | AUTRES ACTIFS.....  | 42 |
| 10 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES .....   | 43 |
| 11 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES .....   | 44 |
| 12 | GOODWILL .....  | 45 |
| 13 | RÉGIMES INCITATIFS À LONG TERME (« RILT »).....   | 48 |
| 14 | DETTES D'EXPLOITATION ET CHARGES À PAYER .....  | 50 |
| 15 | DETTES À LONG TERME.....  | 51 |
| 16 | AUTRES PASSIFS FINANCIERS .....   | 53 |
| 17 | RÉGIMES DE RETRAITE .....   | 53 |
| 18 | CAPITAL-ACTIONS.....  | 58 |
| 19 | GESTION DU CAPITAL.....   | 58 |
| 20 | PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES.....  | 59 |
| 21 | COÛTS D'ACQUISITION ET D'INTÉGRATION .....  | 60 |
| 22 | CHARGES FINANCIÈRES NETTES .....  | 60 |
| 23 | IMPÔT SUR LE RÉSULTAT .....   | 61 |
| 24 | DIVIDENDES.....   | 64 |
| 25 | TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE .....   | 64 |
| 26 | TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES.....   | 66 |
| 27 | INSTRUMENTS FINANCIERS .....  | 67 |
| 28 | ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS .....   | 71 |
| 29 | INFORMATION SECTORIELLE.....  | 72 |

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

# 1 DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Groupe WSP Global Inc. (la « Société » ou « WSP ») est une firme de services-conseils professionnels qui offre des compétences techniques et des conseils stratégiques à des clients dans différents secteurs : transport et infrastructures, bâtiments, environnement, industrie, ressources (y compris les mines, le pétrole et le gaz) et énergie. La Société offre, en outre, des services hautement spécialisés d'exécution de projets et de consultation stratégique. Son siège social est situé au 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec).

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « WSP ».

# 2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

## BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et aux interprétations de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») publiées par l'IASB et définies dans la Partie I du *Manuel de CPA – Comptabilité*. Les présents états financiers ont été préparés selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation et selon la méthode du coût historique, modifiée pour tenir compte de la réévaluation de certains actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par le biais de l'état consolidé du résultat net et de l'état consolidé du résultat global.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé les présents états financiers le 13 mars 2019.

## NOUVELLES NORMES COMPTABLES EN VIGUEUR EN 2018

### ADOPTION D'IFRS 9 INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société a adopté l'ensemble des exigences d'IFRS 9 *Instruments financiers*, au 1<sup>er</sup> janvier 2018, sauf celles qui ont trait à la comptabilité de couverture. IFRS 9 *Instruments financiers* permet de continuer d'utiliser IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* pour ce qui est de la comptabilité de couverture, option dont la Société a choisi de se prévaloir.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Le tableau qui suit résume le classement et l'évaluation des instruments financiers de la Société qui sont comptabilisés selon IFRS 9 *Instruments financiers* en regard de la méthode précédemment utilisée par la Société, conformément à IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*.

| <b>Classement et évaluation</b>   |  |   |
|---|--|---|
|   | <b>IAS 39<br/>31 décembre 2017</b>                               | <b>IFRS 9<br/>1<sup>er</sup> janvier 2018</b> |
| <b>Actif</b>  |  |   |
| Trésorerie  | Coût amorti  | Coût amorti                                   |
| Trésorerie soumise à restrictions   | Coût amorti  | Coût amorti                                   |
| Créances clients, autres créances, créances sur des coentreprises et entreprises associées et excédent des coûts et profits prévus sur la facturation | Coût amorti  | Coût amorti                                   |
| Autres actifs (auparavant, actifs financiers disponibles à la vente)  | Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | Juste valeur par le biais du résultat net     |
| Dérivés   | Juste valeur par le biais du résultat net                        | Juste valeur par le biais du résultat net     |
| <b>Passif</b>   |  |   |
| Dettes d'exploitation et charges à payer, à l'exclusion des provisions  | Coût amorti  | Coût amorti                                   |
| Dividendes à payer aux actionnaires   | Coût amorti  | Coût amorti                                   |
| Dette à long terme liée à la facilité de crédit et autres emprunts (y compris la partie courante)   | Coût amorti  | Coût amorti                                   |
| Autres passifs financiers (à long terme et à court terme)   | Coût amorti  | Coût amorti                                   |
| Dérivés   | Juste valeur par le biais du résultat net                        | Juste valeur par le biais du résultat net     |

IFRS 9 *Instruments financiers* utilise une approche unique pour déterminer si un actif financier doit être classé et évalué au coût amorti ou à la juste valeur. L'approche préconisée dans IFRS 9 *Instruments financiers* se fonde sur la façon dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Les passifs financiers (à l'exclusion des dérivés) sont décomptabilisés lorsque l'obligation précisée au contrat est exécutée, annulée ou expire. En ce qui a trait aux passifs financiers, IFRS 9 *Instruments financiers* conserve la plupart des exigences d'IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*.

Selon IFRS 9 *Instruments financiers*, les variations de la juste valeur des autres actifs auparavant présentés comme actifs financiers disponibles à la vente n'apparaissent plus à l'état du résultat global, mais bien à l'état du résultat net, au poste « Charges financières nettes ».

IFRS 9 *Instruments financiers* n'exige pas le retraitement des périodes correspondantes. Par conséquent, la Société a classé l'incidence rétrospective de l'adoption d'IFRS 9 *Instruments financiers*, conformément au tableau ci-dessous, en tant qu'ajustement aux composantes des capitaux propres d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Le tableau suivant présente les ajustements, après impôt, apportés aux composantes des capitaux propres d'ouverture de la Société en raison de l'adoption d'IFRS 9 *Instruments financiers*.

|  | 31 décembre 2017 |             | 1 <sup>er</sup> janvier 2018 |
|--|------------------|-------------|------------------------------|
|  | IAS 39           | Ajustements | IFRS 9                       |
| <b>Capitaux propres</b>                      |                  |             |                              |
| Résultats non distribués                     | 91,4             | (1,0)       | 90,4                         |
| Cumul des autres éléments du résultat global | 86,0             | 1,0         | 87,0                         |
| <b>Incidence sur les capitaux propres</b>    |                  | -           |                              |

IFRS 9 *Instruments financiers* introduit également un modèle de dépréciation unique fondé sur les pertes de crédit attendues qui repose sur les variations de la qualité du crédit depuis la comptabilisation initiale. La Société a choisi d'appliquer la méthode simplifiée pour l'évaluation des pertes de crédit attendues en se fondant sur une correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie pour toutes les créances clients et les actifs contractuels (coûts et excédent des coûts et profits prévus sur la facturation).

Pour évaluer les pertes de crédit attendues, les créances clients et les actifs contractuels ont été regroupés en fonction de caractéristiques de risque de crédit communes. Les actifs contractuels liés à l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation ont essentiellement les mêmes caractéristiques de risque que les créances clients pour le même type de contrats. La Société a donc conclu que le taux de pertes attendu pour les créances clients constitue une approximation raisonnable du taux de pertes pour les actifs contractuels.

L'adoption du modèle de dépréciation unique fondé sur les pertes de crédit attendues n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

### FRAIS DE FINANCEMENT DIFFÉRÉS

Les frais de financement différés sont comptabilisés à l'actif et amortis sur la durée de vie du contrat se rapportant à la facilité de crédit.

### DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur d'un instrument financier représente le montant de la contrepartie qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Après la comptabilisation initiale, la juste valeur des instruments financiers cotés sur un marché actif est fondée sur le cours acheteur des actifs financiers détenus et sur le cours vendeur des passifs financiers. Lorsque des prix indépendants ne sont pas disponibles, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation fondées sur des données de marché observables et en minimisant l'utilisation de données non observables.



(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

### **COMPENSATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS**

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté dans les états de la situation financière lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

### **INSTRUMENTS FINANCIERS – POLITIQUE S'APPLIQUANT AVANT LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018**

Les actifs financiers et passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur et sont, par la suite, comptabilisés en fonction de la catégorie à laquelle ils appartiennent, comme il est expliqué ci-dessous. Le classement dépend du but dans lequel les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société.

### **PRÊTS ET CRÉANCES**

Les créances clients et autres créances ainsi que l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation sont classés comme prêts et créances. Les actifs financiers classés dans les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, moins toute perte de valeur.

### **ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE**

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés; ils sont comptabilisés à leur juste valeur et présentés dans les actifs non courants, sauf si la Société prévoit s'en départir dans les 12 mois suivant la date de clôture. Les profits ou pertes réalisés provenant des variations de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente sont inclus dans l'état consolidé du résultat net de la période au cours de laquelle ils sont réalisés. Les profits ou pertes latents sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

### **AUTRES PASSIFS**

Les dettes d'exploitation et charges à payer, les dividendes à payer aux actionnaires, les dettes à long terme et les autres passifs financiers sont classés comme autres passifs et sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

### **FRAIS DE FINANCEMENT DIFFÉRÉS**

Les frais de financement différés sont comptabilisés à l'actif et amortis sur la durée de vie du contrat se rapportant aux facilités de crédit.

### **DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR**

La juste valeur d'un instrument financier représente le montant de la contrepartie qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Après la comptabilisation initiale, la juste valeur des instruments financiers cotés sur un marché actif est fondée sur le cours acheteur des actifs financiers détenus et sur le cours vendeur des passifs financiers. Lorsque des prix indépendants ne sont pas disponibles, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation fondées sur des données de marché observables et en minimisant l'utilisation de données non observables.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## COMPENSATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté dans les états de la situation financière lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

## ADOPTION D'IFRS 15 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* précise à quel moment et de quelle manière les entités comptabiliseront les produits des activités ordinaires et énonce l'exigence de fournir des renseignements informatifs et pertinents. IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* remplace IAS 18 *Produits des activités ordinaires*, IAS 11 *Contrats de construction* et d'autres interprétations liées à la comptabilisation des produits des activités ordinaires.

La Société a adopté IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* le 1<sup>er</sup> janvier 2018, selon la méthode rétrospective, l'effet cumulatif étant reflété dans le solde d'ouverture des résultats non distribués, comme le permet IFRS 15. L'adoption de cette norme n'a donné lieu à aucun changement au montant des produits des activités ordinaires par rapport aux périodes correspondantes et n'a donc eu aucune incidence sur le solde d'ouverture des résultats non distribués de la période écoulée.

La Société a révisé et mis en œuvre ses procédures et contrôles afin de respecter les exigences d'IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Les informations supplémentaires exigées par l'adoption de cette nouvelle norme se trouvent aux notes 8 et 20.

## COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

La Société tire ses produits de la prestation de services d'ingénierie. Si la Société a constaté des produits des activités ordinaires, sans avoir fourni de facture, le droit à une contrepartie est donc comptabilisé en tant qu'actif contractuel présenté au poste « Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation » à l'état consolidé de la situation financière de la Société. L'actif contractuel est transféré aux créances clients lorsqu'une facture est produite, ce qui indique que le droit au paiement est devenu inconditionnel. Si les paiements sont reçus ou que les factures sont émises à un client avant que les services ne soient rendus, la Société comptabilise un passif contractuel au poste « Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation » à son état consolidé de la situation financière. Le passif contractuel est transféré dans les produits des activités ordinaires une fois que les services liés sont réputés rendus.

Les produits des activités ordinaires sont évalués en fonction de la contrepartie précisée dans le contrat conclu avec le client. La Société comptabilise généralement ses produits progressivement, en utilisant une méthode fondée sur les intrants, à mesure qu'elle remplit ses obligations de prestation conformément aux modalités du contrat.

Une obligation de prestation est une promesse contenue dans le contrat de fournir un bien ou un service distinct au client. Le prix de transaction d'un contrat est affecté à chaque obligation de prestation distincte et comptabilisé en tant que produits des activités ordinaires lorsque l'obligation de performance est remplie. La plupart des contrats de la Société n'ont qu'une seule obligation de prestation puisque la promesse de fournir les biens ou services distincts ne peut être identifiée séparément des autres promesses contenues dans le contrat, c'est-à-dire que la promesse n'est pas distincte. Toute modification ou variation des contrats en cours est examinée afin de déterminer si les contrats entrent dans le champ d'application de l'obligation de prestation du contrat existant ou constituent une nouvelle obligation de prestation.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Les produits des activités ordinaires de la Société sont tirés principalement de trois types de contrats, tel qu'il est précisé ci-dessous. Toutefois, la Société répartit ses produits des activités ordinaires par secteur d'activité et par catégorie de clients (note 20).

Les produits des activités ordinaires (et les profits) découlant de contrats en régie à prix plafond et de contrats à forfait sont comptabilisés progressivement selon la méthode de l'avancement des travaux, qui est fondée sur le ratio des coûts engagés sur le total des coûts prévus.

Les produits des activités ordinaires (et les profits) découlant de contrats en régie sans prix plafond sont comptabilisés dès que les coûts sont engagés et sont calculés selon les taux de facturation relatifs aux services rendus.

Certains coûts engagés par la Société concernant les sous-consultants et d'autres coûts qui peuvent être directement recouverts auprès des clients sont facturés à ces derniers et, par conséquent, sont inclus dans les produits des activités ordinaires. La valeur des biens et services achetés par la Société, lorsqu'elle agit à titre de mandataire de l'approvisionnement pour un client, n'est pas comptabilisée dans les produits des activités ordinaires.

L'incidence des changements apportés aux estimations des produits et des coûts, notamment l'incidence d'une modification ou d'une variation des contrats en cours, est constatée lorsque les montants sont connus et peuvent être raisonnablement estimés. De tels changements peuvent avoir lieu en tout temps et peuvent être significatifs. Lorsque le total des coûts du contrat est supérieur au total des produits liés au contrat, la perte prévue est immédiatement passée en charges, quel que soit le degré d'avancement, au moyen d'une provision pour pertes qui est établie d'après l'estimation la plus plausible des résultats prévus et qui comprend, le cas échéant, les droits à des revenus ou à une contrepartie supplémentaires (p. ex., une attribution ou une prime de rendement).

Les principaux secteurs d'activité de la Société aux fins de la divulgation requise par l'adoption de la norme IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (note 20) sont les suivants : Transport et infrastructures, Bâtiments, Environnement, Industrie, Ressources (y compris les mines, le pétrole et le gaz) et Énergie.

Les produits des activités ordinaires tirés des contrats selon lesquels l'utilisateur final des services fournis est une entité liée au secteur public sont classés dans la catégorie de produits des activités ordinaires « Secteur public ». Les entités contrôlées par une branche du gouvernement sont considérées comme des entités du secteur public.

Les produits des activités ordinaires tirés des contrats selon lesquels l'utilisateur final des services fournis n'est pas une entité liée au secteur public sont classés dans la catégorie de produits des activités ordinaires « Secteur privé ».

Les produits des activités ordinaires sont présentés après déduction de la taxe sur la valeur ajoutée et après élimination des ventes intragroupe.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

### **COMPTABILISATION DES PRODUITS – POLITIQUE S'APPLIQUANT AVANT LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018**

Les produits des activités ordinaires sont composés de la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir pour la vente de services dans le cadre de l'activité ordinaire de la Société. Les produits des activités ordinaires sont présentés après déduction de la taxe sur la valeur ajoutée et après élimination des ventes intragroupe.

La Société comptabilise les produits des activités ordinaires lorsque leur montant peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à l'entité et que des critères précis ont été satisfaits pour chacune des activités de la Société, comme il est décrit ci-dessous. Les estimations faites par la Société se fondent sur les résultats obtenus par le passé en tenant compte du type de client et du type de transaction ainsi que des particularités de chaque entente.

Les produits des activités ordinaires et les profits découlant de contrats en régie à prix plafond et de contrats à forfait sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux, qui est fondée sur le ratio des coûts engagés sur le total des coûts prévus.

Les produits des activités ordinaires et les profits découlant de contrats en régie sans prix plafond et de projets à court terme sont comptabilisés dès que les coûts sont engagés et sont calculés selon les taux de facturation relatifs aux services rendus.

Certains coûts engagés par la Société concernant les sous-consultants et d'autres coûts qui peuvent être directement recouverts auprès des clients sont facturés à ces derniers et, par conséquent, sont inclus dans les produits des activités ordinaires. La valeur des biens et services achetés par la Société, lorsqu'elle agit à titre de mandataire de l'approvisionnement pour un client, n'est pas comptabilisée dans les produits des activités ordinaires.

L'incidence des changements apportés aux estimations des produits et des coûts est constatée lorsque les montants sont connus et peuvent être raisonnablement estimés. De tels changements peuvent avoir lieu en tout temps et peuvent être significatifs. Lorsque le total des coûts du contrat est supérieur au total des produits liés au contrat, la perte prévue est immédiatement passée en charges, quel que soit le degré d'avancement, au moyen d'une provision pour pertes qui est établie d'après l'estimation la plus plausible des résultats prévus et qui comprend, le cas échéant, les droits à des revenus ou à une contrepartie supplémentaires, lorsqu'ils sont probables et qu'ils peuvent être déterminés de façon fiable.

### **CONSOLIDATION, PARTENARIATS ET ENTREPRISES ASSOCIÉES**

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales.

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent les participations dans les filiales détenues par des parties externes. La quote-part de l'actif net des filiales attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est indiquée comme une composante des capitaux propres. La quote-part du résultat net et du résultat global des filiales est comptabilisée directement en capitaux propres. Les variations de la participation de la société mère dans les filiales, qui n'entraînent pas une perte de contrôle, sont comptabilisées comme des opérations sur capitaux propres.

Tous les soldes et transactions intragroupe ont été éliminés.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## **FILIALES**

Les filiales représentent toutes les entités (y compris les entités structurées) que la Société contrôle. La Société contrôle une entité lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. Les comptes des filiales sont intégralement consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré à la Société et cessent de l'être à compter de la date à laquelle ce contrôle prend fin.

Les transactions et soldes intragroupe de même que les profits et pertes latents sur les transactions intervenues entre les entreprises appartenant à la Société sont éliminés. Les montants comptabilisés par les filiales ont été ajustés au besoin afin qu'ils soient conformes aux méthodes comptables adoptées par la Société.

## **PARTENARIATS**

Les partenariats sont classés soit comme des entreprises communes soit comme des coentreprises. Pour déterminer à quelle catégorie appartient le partenariat, il faut tenir compte des droits et obligations découlant des obligations contractuelles des parties à l'entreprise. Les partenariats qui confèrent à la Société des droits sur les actifs et obligations individuels découlant de l'entreprise sont classés à titre d'entreprises communes et les partenariats qui confèrent à la Société des droits aux actifs nets de l'entreprise sont classés à titre de coentreprises.

Pour comptabiliser ses intérêts dans des partenariats classés comme des entreprises communes, la Société inscrit sa quote-part des actifs, passifs, produits des activités ordinaires, coûts et flux de trésorerie, en se fondant sur les états financiers les plus récents des partenariats en question.

Les intérêts dans des partenariats classés comme des coentreprises sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et indiqués comme un placement dans les états de la situation financière.

## **ENTREPRISES ASSOCIÉES**

Les entreprises associées représentent toutes les entités sur lesquelles la Société exerce une influence notable, sans en détenir le contrôle.

## **MONNAIE ÉTRANGÈRE**

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de WSP.

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des filiales de la Société sont évalués selon la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à la date des transactions. Les profits et pertes de change découlant du règlement des transactions ainsi que de la conversion des actifs et passifs monétaires libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle d'une entité sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat net, sauf ceux qui sont admissibles à titre de couvertures d'investissement net et qui sont, de ce fait, différés dans les autres éléments du résultat global. Les profits et pertes de change relatifs aux emprunts et à la trésorerie sont indiqués dans les charges financières.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Les actifs et passifs des entités dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis aux taux de change en vigueur à la fin de la période, et leurs résultats d'exploitation sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les variations qui en résultent sont comptabilisées en capitaux propres, dans le cumul des autres éléments du résultat global, à titre d'écarts de change.

## INFORMATION SECTORIELLE

La présentation des secteurs est conforme à celle de l'information interne fournie au principal décideur opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable de l'affectation des ressources et de l'évaluation de la performance des secteurs isolables, a été identifié comme étant l'équipe de direction mondiale. La Société est structurée en quatre secteurs isolables : Canada, Amériques (États-Unis et Amérique latine), EMOIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique) et APAC (Asie-Pacifique – qui comprend l'Asie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande).

## COÛTS LIÉS AU PERSONNEL

Les coûts liés au personnel incluent tous les coûts relatifs au paiement des salaires liés à la prestation de services de consultation, à l'exécution des projets et aux services administratifs, tels que les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les communications.

## SOUS-CONSULTANTS ET COÛTS DIRECTS

Les sous-consultants et coûts directs sont composés des coûts engagés pour fournir les services de consultation et sont directement recouvrables auprès des clients.

## AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation comprennent, sans toutefois s'y limiter, les coûts fixes comme les coûts non recouvrables liés à la prestation de services aux clients, les coûts liés aux technologies, les frais liés aux services professionnels et les assurances.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## COÛTS D'ACQUISITION ET D'INTÉGRATION

Les coûts d'acquisition et d'intégration sont des éléments de la performance financière qui, selon la Société, doivent être présentés séparément dans l'état consolidé du résultat net pour faciliter la compréhension de sa performance financière sur le plan de l'exploitation.

Les coûts d'acquisition et d'intégration comprennent ce qui suit :

- les coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises (qu'elles aient réussi ou non);
- les coûts d'intégration des entreprises récemment acquises (pour une période d'au plus 24 mois à compter de la date d'acquisition);
- les coûts liés au programme d'impartition des services de TI – ces coûts correspondent essentiellement aux coûts de dédoublement et de transition non récurrents qui découlent de la sous-traitance du soutien de l'infrastructure de TI et du soutien informatique de la Société;
- les coûts des services passés liés aux régimes de retraite à prestations définies des activités précédentes au R.-U. (note 17).

Les coûts d'acquisition et de réorganisation indiqués ci-dessus ne sont que des exemples; il pourrait parfois être indiqué de présenter d'autres éléments sous ce poste pour faire ressortir la performance financière de la Société sur le plan de l'exploitation.

## INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET ACTIVITÉS DE COUVERTURE

Les dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur à la date à laquelle le contrat est conclu et réévalués ultérieurement à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du profit ou de la perte découlant du dérivé varie selon que le dérivé est désigné ou non à titre d'instrument de couverture et, le cas échéant, selon la nature de l'élément couvert. La Société désigne certains dérivés comme :

- a) couvertures de la juste valeur d'actifs et de passifs comptabilisés ou d'engagements fermes (couverture de la juste valeur);
- b) couvertures de l'exposition à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue hautement probable (couverture de flux de trésorerie);
- c) couvertures d'investissement net dans un établissement à l'étranger (couverture d'investissement net).

Au début d'une transaction, la Société documente la relation existant entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa stratégie de couverture. La Société consigne aussi la façon dont elle évalue, tant au début de la couverture qu'au cours des périodes ultérieures, dans quelle mesure les dérivés utilisés dans des transactions de couverture sont hautement efficaces pour compenser les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie des éléments couverts.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

### **COUVERTURE DE JUSTE VALEUR**

Les variations de la juste valeur des dérivés désignés et qualifiés comme instruments de couverture de juste valeur sont présentées dans les états consolidés du résultat net de même que les variations de la juste valeur de l'actif ou du passif couvert qui sont attribuables au risque de couverture.

### **COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE**

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés désignés et qualifiés comme instruments de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Le profit ou la perte correspondant à la partie inefficace de ces variations est comptabilisé immédiatement dans les états consolidés du résultat net.

Les montants cumulés comptabilisés dans les capitaux propres sont reclassés dans l'état du résultat net lorsque l'élément couvert influe sur le résultat net. Toutefois, lorsque la transaction prévue faisant l'objet de la couverture donne lieu à la comptabilisation d'un actif non financier, les profits ou pertes initialement comptabilisés dans les capitaux propres sont transférés et inclus dans l'évaluation initiale du coût de l'actif.

Lorsqu'un instrument de couverture expire ou est vendu, ou lorsqu'il cesse de respecter les critères de la comptabilité de couverture, tout profit ou perte cumulé comptabilisé en capitaux propres demeure dans les capitaux propres et est transféré dans les états consolidés du résultat net au moment où la transaction prévue est comptabilisée aux états consolidés du résultat net. Lorsque la transaction initialement prévue n'est plus susceptible de se réaliser, le profit ou la perte cumulé dans les capitaux propres est comptabilisé immédiatement dans les états consolidés du résultat net.

### **COUVERTURE D'INVESTISSEMENT NET**

Les couvertures d'investissement net dans un établissement à l'étranger sont comptabilisées de la même manière que les couvertures de flux de trésorerie.

Tout profit ou perte correspondant à la partie efficace de l'instrument de couverture est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. Tout profit ou perte correspondant à la partie inefficace est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net.

Les profits et pertes cumulés comptabilisés dans les capitaux propres sont transférés dans les états consolidés du résultat net lorsqu'un établissement à l'étranger est cédé, en partie ou en totalité.

## **TRÉSORERIE**

La trésorerie se compose des fonds en caisse et des soldes bancaires. Aux fins de l'établissement du tableau consolidé des flux de trésorerie, la trésorerie est présentée déduction faite du découvert bancaire.



(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients représentent les montants que doivent les clients en contrepartie des services rendus dans le cadre des activités ordinaires. Les créances clients sont classées comme actifs courants si le paiement est exigible dans un an, tout au plus. Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur; par la suite, elles sont inscrites au coût amorti, déduction faite de toute provision pour pertes de crédit attendues.

## PLACEMENTS

Les placements détenus dans des entités contrôlées conjointement sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Les placements dans des titres sont comptabilisés à la juste valeur, et les profits ou pertes latents sont inscrits dans les états consolidés du résultat net. Les placements dans des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

## IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût historique inclut les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition des immobilisations.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'élément iront à la Société et que le coût de l'actif peut être évalué de façon fiable. Tous les autres frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés en charges à l'état consolidé du résultat net dans la période au cours de laquelle ils ont été engagés.

Les terrains ne sont pas amortis. L'amortissement des autres actifs est calculé à l'aide des méthodes décrites ci-dessous afin d'en attribuer le coût à leur valeur résiduelle sur leur durée d'utilité estimative. La durée d'utilité estimative, la valeur résiduelle et la méthode d'amortissement sont revues à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, et l'effet des changements d'estimations, le cas échéant, est comptabilisé sur une base prospective.

Le tableau suivant présente un résumé des méthodes d'amortissement ainsi que des taux et des périodes utilisés :

|                         | Méthodes                   | Taux et période |
|-------------------------|----------------------------|-----------------|
| Bâtiments               | Solde dégressif            | De 1 % à 4 %    |
| Améliorations locatives | Linéaire                   | Durée du bail   |
| Mobilier et matériel    | Linéaire / Solde dégressif | De 3 à 10 ans   |
| Matériel informatique   | Linéaire / Solde dégressif | De 3 à 8 ans    |

Le profit ou la perte découlant de la sortie ou de la mise hors service d'une immobilisation corporelle est défini comme la différence entre le produit de la vente et la valeur comptable de l'actif, et est comptabilisé dans les autres charges d'exploitation à l'état consolidé du résultat net.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

### LOGICIELS

Les logiciels acquis distinctement des acquisitions d'entreprises sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ACQUISES LORS D'ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Les immobilisations incorporelles acquises lors d'acquisitions d'entreprises sont composées des logiciels, des relations clients, des carnets de commandes, des noms commerciaux et des accords de non-concurrence. Elles sont constatées séparément du goodwill et sont initialement comptabilisées à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par la suite, elles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

### AMORTISSEMENT

Les logiciels, les carnets de commandes, les relations clients, certains noms commerciaux et les accords de non-concurrence sont considérés comme des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée. Compte tenu de leur notoriété, de leur riche historique et de leur usage futur attendu, certains noms commerciaux sont des actifs incorporels dont la durée d'utilité est indéterminée. La durée d'utilité des immobilisations incorporelles qui ne sont pas amorties est réexaminée lors de chaque période de présentation de l'information financière pour déterminer si les événements et circonstances continuent de justifier l'appréciation de durée d'utilité indéterminée. Si ce n'est pas le cas, le changement d'appréciation de la durée d'utilité indéterminée est comptabilisé comme un changement d'estimation comptable.

Les immobilisations incorporelles sont amorties comme suit :

|                            | Méthode  | Période       |
|----------------------------|----------|---------------|
| Logiciels                  | Linéaire | De 3 à 7 ans  |
| Carnets de commandes       | Linéaire | De 1 à 9 ans  |
| Relations clients          | Linéaire | De 2 à 14 ans |
| Noms commerciaux           | Linéaire | De 3 à 8 ans  |
| Accords de non-concurrence | Linéaire | De 3 à 5 ans  |

## DÉPRÉCIATION DES ACTIFS À LONG TERME

Les actifs à long terme qui ont une durée d'utilité déterminée font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis, mais ils sont soumis à un test de dépréciation une fois l'an, le premier jour du quatrième trimestre de la Société, ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Pour les besoins du test de dépréciation, les actifs sont regroupés au niveau le plus bas pour lequel des flux de trésorerie identifiables sont générés (unité génératrice de trésorerie ou « UGT »). Le montant de toute perte de valeur comptabilisée, le cas échéant, représente l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable. Les actifs autres que le goodwill qui ont subi une perte de valeur font l'objet d'un examen en vue d'une reprise possible à chaque période de présentation de l'information financière.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## GOODWILL

Le goodwill représente l'excédent de la contrepartie transférée pour les entreprises acquises sur la juste valeur estimative des actifs nets identifiables à leur date d'acquisition. Le goodwill n'est pas amorti et est comptabilisé au coût diminué du cumul des pertes de valeur. Il est cependant soumis à un test de dépréciation une fois l'an, ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances indiquent qu'il pourrait s'être déprécié.

Pour les besoins du test de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement. Les UGT auxquelles le goodwill a été affecté sont soumises à un test de dépréciation une fois l'an, le premier jour du quatrième trimestre de la Société, ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si la valeur la plus élevée entre la valeur recouvrable de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de l'UGT et sa valeur d'utilité est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en diminution de la valeur comptable de tout goodwill attribué à l'unité, puis elle est répartie entre les autres actifs de l'unité au prorata, sur la base de la valeur comptable de chaque actif de l'unité. Une perte de valeur comptabilisée au titre du goodwill ne peut être reprise au cours d'une période ultérieure.

## DETTES D'EXPLOITATION

Les dettes d'exploitation sont des obligations à payer au titre de biens ou de services qui ont été acquis dans le cours normal des activités. Les dettes d'exploitation sont classées à titre de passifs courants si le paiement est exigible dans un délai de un an ou moins. Les dettes d'exploitation sont initialement inscrites à la juste valeur et, par la suite, au coût amorti.

## PROVISIONS

Les provisions sont des passifs de la Société dont l'échéance ou le montant est incertain. Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Des provisions ne sont pas comptabilisées au titre des pertes d'exploitation futures. Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des dépenses attendues pour éteindre l'obligation, à l'aide d'un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

## RÉGIMES INCITATIFS À LONG TERME (« RILT »)

La Société dispose de RILT à l'intention des principaux dirigeants, en vertu desquels des options sur actions, des unités d'actions liées au rendement réglées en trésorerie, des unités d'actions différées réglées en trésorerie et des unités d'actions restreintes réglées en trésorerie ont été ou peuvent être émises. Les droits sous-jacents aux options sur actions, aux unités d'actions liées au rendement et aux unités d'actions restreintes s'acquièrent au fil du temps conformément aux modalités de l'attribution. Les droits sous-jacents aux unités d'actions différées s'acquièrent immédiatement lors de l'attribution. Les instruments liés aux RILT sont calculés à la juste valeur en appliquant un modèle d'évaluation à la fin de chaque période de référence et sont comptabilisés dans le passif non courant (dans le cas des unités d'actions liées au rendement, des unités d'actions différées et des unités d'actions restreintes) sur la période d'acquisition des droits.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

L'impôt sur le résultat est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net, sauf dans la mesure où il se rapporte à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres.

La charge d'impôt exigible correspond à l'impôt payable ou recouvrable prévu sur le bénéfice ou la perte imposable de la période, calculé d'après les taux d'impôt et lois fiscales adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Elle peut également comprendre des ajustements au titre des périodes précédentes.

La Société comptabilise l'impôt sur le résultat selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et passifs d'impôt différé sont comptabilisés d'après les conséquences fiscales futures prévues attribuables aux différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs existants inscrite dans les états financiers et leur valeur fiscale respective. Cette méthode exige aussi de comptabiliser les actifs d'impôt différé liés à des pertes d'exploitation et aux reports en avant de crédits d'impôt. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés applicables lorsque les différences temporaires et les montants reportés en avant sont censés être recouvrés ou réglés. L'impôt différé n'est pas comptabilisé lorsqu'il découle de la comptabilisation initiale du goodwill, d'actifs ou de passifs qui n'ont pas d'incidence sur le bénéfice ou la perte comptable ou fiscal, ni de différences temporaires liées à des participations dans des filiales et des coentreprises lorsque la Société peut contrôler le moment où ces différences temporaires s'inverseront et qu'il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs d'impôt différé au titre de reports en avant de perte fiscale et les différences temporaires déductibles sont seulement comptabilisés lorsqu'il est probable que la Société générera un bénéfice imposable futur à l'égard duquel les actifs pourront être utilisés. Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque date de clôture et réduits dans la mesure où il n'est plus probable que l'avantage fiscal connexe sera réalisé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont classés dans les actifs non courants. Ils sont compensés s'il existe un droit juridique exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible par les passifs d'impôt exigible et si les actifs et passifs d'impôt différé sont liés à des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les soldes sur la base de leur montant net.

Les lois fiscales sont complexes et prêtent à interprétation. Pour déterminer l'impôt exigible et l'impôt différé, la Société tient compte de l'incidence des positions fiscales incertaines et des impôts et pénalités qui pourraient être exigibles. Cette évaluation repose sur le jugement et donne lieu à des estimations et des hypothèses qui tiennent compte des faits et circonstances à la date de clôture. Les estimations sont révisées à chaque date de clôture et mises à jour en fonction des nouvelles informations disponibles.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## AIDE PUBLIQUE ET CRÉDITS D'IMPÔT À L'INVESTISSEMENT

L'aide publique et les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la Société se conformera à toutes les conditions qui y sont rattachées et que l'aide publique ou le crédit d'impôt à l'investissement sera reçu. L'aide publique et les crédits d'impôt à l'investissement sont soumis à l'examen et à l'approbation des autorités réglementaires et, en conséquence, les montants versés pourraient différer des montants comptabilisés. L'aide publique et les crédits d'impôt à l'investissement qui devraient être recouvrés par la Société sont comptabilisés en réduction des charges d'exploitation engagées.

## CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple ou contrats de location-financement, sur la base de la substance de la transaction à l'origine du contrat. La Société loue des locaux pour ses bureaux et du matériel au titre desquels le bailleur conserve une part importante des risques et avantages inhérents à la propriété. Ces contrats sont classés comme des contrats de location simple. Les paiements effectués en vertu de ces contrats de location (déduction faite de tout incitatif à la location reçu du bailleur) sont passés en charges à l'état consolidé du résultat net sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Les contrats de location-financement qui ont pour effet de transférer à la Société la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif concerné sont comptabilisés à l'actif à la date de passation du contrat à la juste valeur du bien loué ou, si elle est inférieure, à la valeur actualisée des paiements de loyers minimaux. Les charges financières sont comptabilisées à l'état du résultat net sur la durée du contrat. Les obligations au titre de contrats de location-financement sont incluses dans les autres passifs financiers, déduction faite des frais financiers attribuables à des périodes ultérieures. Les biens loués dont le coût est incorporé à l'actif sont amortis sur leur durée d'utilité estimée ou sur la durée du contrat de location.

## RÉGIMES DE RETRAITE

La Société propose à ses salariés un certain nombre de régimes à cotisations définies. Les cotisations à ces régimes sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat net de l'exercice au cours duquel elles sont exigibles. La Société offre aussi des régimes à prestations définies pour lesquels les cotisations sont versées dans des fonds gérés séparément. Le coût des prestations constituées en vertu des régimes à prestations définies est déterminé séparément pour chacun des régimes selon la méthode d'évaluation actuarielle des unités de crédit projetées. Le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les coûts résultant d'une réduction ou d'une liquidation ainsi que les intérêts calculés à partir d'une charge nominale basée sur les passifs des régimes au cours de l'exercice, diminuée des rendements attendus des actifs des régimes, sont comptabilisés à l'état consolidé du résultat net. Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés en capitaux propres dès qu'ils surviennent, par le biais des états consolidés du résultat global. L'état consolidé de la situation financière rend compte de l'excédent ou du déficit total des régimes à la date de clôture.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## CAPITAL-ACTIONS

Les frais d'émission directement attribuables à l'émission d'actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres, moins les incidences fiscales.

## DIVIDENDES

Les dividendes sur les actions ordinaires sont comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société dans la période au cours de laquelle ils sont déclarés.

## RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est établi à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est établi à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, en ajoutant l'effet dilutif des actions potentielles en circulation au cours de la période. Le calcul du résultat dilué par action est effectué selon la méthode du rachat d'actions.

## MODIFICATIONS FUTURES DE NORMES COMPTABLES

### ADOPTION D'IFRS 16 – CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 *Contrats de location*, qui établit de nouveaux principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation de l'information sur les contrats de location. La norme remplace IAS 17 *Contrats de location*, et d'autres interprétations relatives aux contrats de location, élimine le classement des contrats de location à titre de contrats de location simple ou de contrats de location-financement et introduit un modèle unique de comptabilisation par le preneur.

Ce modèle unique de comptabilisation des contrats de location entraînera la comptabilisation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative représentant la valeur réelle des paiements futurs au titre de la location. La dotation aux amortissements de l'actif au titre du droit d'utilisation, ou charge au titre du droit d'utilisation de l'actif, ainsi que la charge d'intérêts sur l'obligation locative remplaceront les charges liées aux contrats de location simple qui étaient comptabilisées en vertu d'IAS 17 *Contrats de location*.

IFRS 16 *Contrats de location* peut être appliquée au moyen de l'une des deux méthodes suivantes : a) de façon rétrospective avec retraitement des chiffres de chaque période antérieure pour laquelle la Société présente de l'information financière; b) de façon rétrospective en comptabilisant l'effet cumulé de l'application initiale de la norme à la date de première application (méthode rétrospective modifiée). La Société compte adopter IFRS 16 *Contrats de location* selon la méthode d'adoption rétrospective modifiée.

La Société prévoit que l'adoption et l'application d'IFRS 16 *Contrats de location*, en date du 1<sup>er</sup> janvier 2019, se traduiront par une hausse considérable de ses actifs et de ses passifs en raison de la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation et d'obligations locatives, dont le montant devrait se situer entre 1 000 \$ et 1 200 \$.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

### **IFRIC 23 INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX**

En juin 2017, l'IFRS Interpretations Committee a publié l'interprétation IFRIC 23, qui apporte des éclaircissements sur la façon d'appliquer les dispositions d'IAS 12 *Impôts sur le résultat* en matière de comptabilisation et d'évaluation en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux.

La Société a évalué l'incidence de l'adoption de cette interprétation en comptabilité sur ses états financiers et a conclu que l'incidence ne sera pas significative.

Aucune autre interprétation des IFRS (ou IFRIC) qui n'est pas encore en vigueur ne devrait avoir d'incidence importante sur la Société.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## 3 ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

Les estimations et les jugements sont continuellement remis en question. Ils se fondent sur les tendances antérieures et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs que l'on estime probables dans des circonstances normales.

### ESTIMATIONS COMPTABLES ET HYPOTHÈSES CRITIQUES

La Société formule des estimations et pose des hypothèses concernant l'avenir. Par définition, les estimations comptables correspondent rarement aux résultats réels. Les estimations et les hypothèses qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours du prochain exercice sont présentées ci-dessous.

#### *EXCÉDENT DES COÛTS ET PROFITS PRÉVUS SUR LA FACTURATION*

La Société évalue l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation en fonction du temps et des frais de matériel portés au compte de chaque projet. L'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation pour chaque projet est examiné mensuellement pour déterminer si le montant reflète fidèlement le montant qui sera facturé pour le projet. Lorsque l'examen révèle que la valeur de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation est supérieure au montant qui pourra être facturé, des ajustements sont apportés à l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation. L'évaluation de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation suppose l'estimation de l'ampleur du travail requis pour terminer le projet. Toute variation de ces estimations pourrait entraîner une sous-évaluation ou une surévaluation de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation.

#### *IMMOBILISATIONS INCORPORELLES IDENTIFIABLES ET GOODWILL*

Les immobilisations incorporelles identifiables et le goodwill, exception faite des logiciels et des accords de non-concurrence, représentaient 3 794,6 \$ du total de l'actif inscrit à l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018 (3 267,1 \$ au 31 décembre 2017). Ces actifs résultent des acquisitions d'entreprises, et la Société a eu recours à la méthode de l'acquisition pour comptabiliser ces transactions. Lors de l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge ainsi que de leur durée d'utilité estimative, la direction s'est fondée sur des estimations et des hypothèses importantes concernant les projections des flux de trésorerie, le risque économique et le coût moyen pondéré du capital.

Les immobilisations incorporelles liées aux regroupements d'entreprises et constatées séparément du goodwill sont initialement comptabilisées à la juste valeur à la date d'acquisition et amorties avec les durées d'utilité déterminées. Si les résultats diffèrent des estimations, la Société peut augmenter la dépense d'amortissement ou comptabiliser des pertes de valeur.



(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

### **PROVISIONS POUR LITIGES**

Dans le cours normal de ses activités, la Société fait l'objet de poursuites pour des travaux effectués dans le cadre de projets. Elle souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle pour gérer les risques liés à de telles poursuites. La direction détermine le montant des provisions pour litiges de la Société à la lumière des conseils et des renseignements fournis par ses conseillers juridiques et de son expérience passée en matière de règlement de poursuites semblables. Les provisions pour litiges comprennent les frais de litige ainsi que les indemnités. Les règlements finaux pourraient avoir une incidence sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

### **OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE**

La valeur actuelle des obligations est calculée selon une méthode actuarielle qui repose sur un certain nombre d'hypothèses concernant l'avenir. Ces hypothèses clés sont revues périodiquement à la lumière des conditions de marché et des données dont dispose la direction. Des détails additionnels sont inclus à la note 17.

### **IMPÔT SUR LE RÉSULTAT**

La Société est assujettie aux lois et règlements fiscaux dans plusieurs pays. Elle doit donc formuler des estimations pour déterminer sa charge d'impôt exigible à l'échelle mondiale. Pour plusieurs transactions et calculs, il est difficile de déterminer avec certitude le montant de l'impôt à payer. La Société comptabilise des passifs en prévision de certaines questions susceptibles de faire l'objet de vérifications par les autorités fiscales, en estimant les impôts additionnels qu'elle pourrait devoir verser par suite de ces vérifications. Si le montant de la charge d'impôt relative à ces questions diffère des montants comptabilisés initialement, ces différences auront une incidence sur les actifs et passifs d'impôt exigible et différé de la période au cours de laquelle cette détermination est faite. La direction revoit périodiquement les positions prises dans les déclarations de revenus à l'égard des situations pour lesquelles les règlements fiscaux prêtent à interprétation. Au besoin, des provisions sont inscrites au titre des montants que la Société s'attend à devoir verser aux autorités fiscales.

## **JUGEMENTS CRITIQUES DANS L'APPLICATION DES MÉTHODES COMPTABLES DE LA SOCIÉTÉ**

### **ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ**

La détermination de la probabilité que la Société génère un bénéfice imposable suffisant à l'égard duquel les actifs d'impôt différé puissent être utilisés repose sur les plus récentes prévisions budgétaires approuvées de la Société, après ajustement pour tenir compte des éléments importants qui ne sont ni imposables ni déductibles et des limites spécifiques d'utilisation des crédits ou pertes d'impôts non utilisés. Les règles fiscales dans plusieurs juridictions dans lesquelles la Société exerce ses activités sont aussi prises en considération. La comptabilisation des actifs d'impôt différé soumis à certaines limites légales ou économiques ou à des incertitudes est évaluée individuellement par la direction en fonction des faits ou circonstances spécifiques.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## 4 ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Les acquisitions sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, et les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont pris en compte dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. Lorsque la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises est incomplète à la date de clôture de la période au cours de laquelle le regroupement a lieu, la Société présente des montants provisoires pour les éléments dont la valeur comptable n'a pas encore été établie de manière définitive. Elle ajuste ces montants provisoires au cours de la période d'évaluation et comptabilise d'autres actifs ou passifs pour tenir compte de toute nouvelle information obtenue au sujet des faits et des circonstances qui existaient à la date d'acquisition et qui, s'ils avaient été connus, auraient eu une incidence sur les montants comptabilisés à cette date.

La période d'évaluation s'étend sur une période d'au plus un an et va de la date d'acquisition jusqu'à la date à laquelle la Société obtient toute l'information sur les faits et circonstances qui existaient à la date d'acquisition.

### TRANSACTIONS DE 2018

#### **a) Berger Group Holdings, Inc. (« Louis Berger »)**

Le 18 décembre 2018, WSP a conclu l'acquisition de Louis Berger. Louis Berger est une société internationale de services professionnels de premier plan dont le siège social est situé aux États-Unis, principalement active dans les secteurs du transport et de l'infrastructure, de l'environnement et de l'eau, ainsi que dans le domaine de la préparation de plans directeurs. Louis Berger compte environ 5 000 employés, répartis pour l'essentiel dans des bureaux aux États-Unis, avec une présence supplémentaire en Europe continentale, au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie (surtout en Inde) et en Amérique latine.

Vu l'ampleur de la transaction et l'imminence de la fin de l'exercice, la Société n'a pas encore achevé l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis, des passifs pris en charge et du goodwill. Par conséquent, les ajustements de la juste valeur liés à cette acquisition sont reflétés dans le goodwill dans l'évaluation provisoire de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge. L'évaluation provisoire par la direction des justes valeurs des actifs acquis et des passifs pris en charge est présentée dans le tableau suivant. L'évaluation finale des justes valeurs aura lieu une fois que la valeur finale des actifs et des passifs aura été établie. Par conséquent, les valeurs suivantes pourraient changer et les changements pourraient être importants.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

|   | Chiffres<br>provisaires |
|---|-------------------------|
| <b>Montants comptabilisés des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge</b> |                         |
| Actifs courants   |                         |
| Trésorerie  | 106,6                   |
| Créances clients, charges payées d'avance et autres créances                                | 210,6                   |
| Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation                                     | 218,2                   |
| Immobilisations corporelles   | 12,8                    |
| Logiciels   | 0,3                     |
| Immobilisations incorporelles   | 62,4                    |
| Actifs d'impôt différé  | 17,0                    |
| Autres actifs non courants  | 84,7                    |
| Passifs courants  |                         |
| Dettes d'exploitation et charges à payer  | (338,4)                 |
| Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus                                  | (36,7)                  |
| Dettes à long terme   | (102,8)                 |
| Passifs d'impôt différé   | (0,3)                   |
| <b>Juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge</b>           | <b>234,4</b>            |
| Goodwill  | 350,0                   |
| <b>Total de la contrepartie d'achat</b>   | <b>584,4</b>            |
| Trésorerie acquise  | (106,6)                 |
| <b>Sorties de trésorerie</b>  | <b>477,8</b>            |

Le goodwill est attribuable à l'effectif de l'entreprise acquise et aux synergies attendues au sein de la Société après l'acquisition. Aucun goodwill comptabilisé ne devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Les créances clients acquises avaient une juste valeur et une valeur contractuelle brute d'environ 184,6 \$.

L'entreprise acquise a généré des produits des activités ordinaires de 23,8 \$ et un résultat net de néant pour la période allant du 18 décembre 2017 au 31 décembre 2017. Si l'acquisition de Louis Berger avait eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2018 en utilisant les résultats financiers statutaires indépendants de Louis Berger, les produits des activités ordinaires et le résultat net de la Société pour 2018 auraient augmenté respectivement de 1 747,1 \$ et de 38,8 \$.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

**b) Autres acquisitions en 2018**

En 2018, la Société a conclu un certain nombre d'autres acquisitions de moindre envergure. L'évaluation provisoire par la direction des justes valeurs des actifs acquis et des passifs pris en charge est présentée dans le tableau suivant. L'évaluation finale des justes valeurs aura lieu une fois que la valeur définitive des actifs et des passifs aura été établie. Par conséquent, les valeurs suivantes pourraient changer et les changements pourraient être importants. Comme ces acquisitions n'étaient pas importantes prises individuellement, la Société a choisi de regrouper les informations à fournir.

|   | <b>Chiffres<br/>provisoires</b> |
|---|---------------------------------|
| <b>Montants comptabilisés des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge</b> |                                 |
| Actifs courants   |                                 |
| Trésorerie  | 5,5                             |
| Créances clients, charges payées d'avance et autres créances                                | 12,6                            |
| Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation                                     | 4,0                             |
| Immobilisations corporelles   | 2,2                             |
| Logiciels   | 0,2                             |
| Actifs d'impôt différé  | 0,7                             |
| Autres actifs non courants  | 0,5                             |
| Passifs courants  |                                 |
| Dettes d'exploitation et charges à payer  | (15,1)                          |
| Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus                                  | (0,2)                           |
| Dettes à long terme   | (0,6)                           |
| <b>Juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge</b>           | <b>9,8</b>                      |
| Goodwill  | 42,2                            |
| <b>Total de la contrepartie à l'achat</b>   | <b>52,0</b>                     |
| Trésorerie acquise  | (5,5)                           |
| Contrepartie à payer  | (3,1)                           |
| <b>Sorties de trésorerie</b>  | <b>43,4</b>                     |

Le goodwill est attribuable à l'effectif de l'entreprise acquise et aux synergies attendues au sein de la Société après l'acquisition. Aucun goodwill comptabilisé ne devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Les créances clients acquises avaient une juste valeur et une valeur contractuelle brute d'environ 11,9 \$.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## TRANSACTIONS DE 2017

### **a) Opus International Consultants Limited (« Opus »)**

Le 4 décembre 2017, WSP a conclu l'acquisition d'Opus. Opus est une firme multidisciplinaire d'experts-conseils spécialisée en infrastructures (transport et eau), en bâtiment et en gestion d'actifs qui compte environ 3 000 ingénieurs, concepteurs, planificateurs, chercheurs et conseillers répartis en Nouvelle-Zélande, en Australie, au Canada et au Royaume-Uni.

En 2018, la Société a finalisé l'évaluation des justes valeurs des actifs acquis et des passifs pris en charge dans le cadre de cette acquisition.

La détermination définitive des justes valeurs a nécessité certains ajustements aux chiffres provisoires, tel qu'il est indiqué ci-dessous. La Société n'a pas retraité les chiffres comparatifs de l'état consolidé de la situation financière de 2017, les ajustements ayant été jugés négligeables. La Société a également déterminé que l'incidence nette de ces ajustements sur le résultat net des périodes postérieures à la date d'acquisition n'était pas significative, de sorte qu'ils ont été comptabilisés à l'état consolidé du résultat net de l'exercice en cours.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Le tableau qui suit présente les justes valeurs définitives des actifs acquis et des passifs pris en charge, telles qu'elles ont été déterminées par la direction.

|   | Chiffres<br>provisoires | Ajustements  | Chiffres<br>définitifs |
|---|-------------------------|--------------|------------------------|
| <b>Montants comptabilisés des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge</b> |                         |              |                        |
| Actifs courants   |                         |              |                        |
| Trésorerie  | 22,4                    | —            | 22,4                   |
| Créances clients, charges payées d'avance et autres créances                                | 73,3                    | (0,4)        | 72,9                   |
| Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation                                     | 33,2                    | (2,3)        | 30,9                   |
| Immobilisations corporelles   | 22,4                    | —            | 22,4                   |
| Logiciels   | 1,5                     | —            | 1,5                    |
| Immobilisations incorporelles   | 34,5                    | 8,0          | 42,5                   |
| Actifs d'impôt différé  | —                       | 9,5          | 9,5                    |
| Autres actifs non courants  | 0,9                     | —            | 0,9                    |
| Passifs courants  |                         |              |                        |
| Dettes d'exploitation et charges à payer  | (55,3)                  | (17,3)       | (72,6)                 |
| Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus                                  | (18,2)                  | —            | (18,2)                 |
| Dettes à long terme   | (52,8)                  | —            | (52,8)                 |
| Passifs d'impôt différé   | (0,8)                   | (6,5)        | (7,3)                  |
| Obligations au titre des avantages de retraite  | (1,7)                   | (0,3)        | (2,0)                  |
| <b>Juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge</b>           | <b>59,4</b>             | <b>(9,3)</b> | <b>50,1</b>            |
| Goodwill  | 180,1                   | 9,3          | 189,4                  |
| <b>Total de la contrepartie à l'achat</b>   | <b>239,5</b>            | <b>—</b>     | <b>239,5</b>           |
| Trésorerie acquise  | (22,4)                  | —            | (22,4)                 |
| Contrepartie à payer  | (1,8)                   | 1,8          | —                      |
| <b>Sorties de trésorerie</b>  | <b>215,3</b>            | <b>1,8</b>   | <b>217,1</b>           |

Le goodwill est attribuable à l'effectif de l'entreprise acquise et aux synergies attendues au sein de la Société après l'acquisition. Aucun goodwill comptabilisé ne devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Les créances acquises avaient une juste valeur et une valeur contractuelle brute d'environ de 66,6 \$.

Les entreprises acquises ont dégagé des produits des activités ordinaires de 37,0 \$ et une perte nette de 7,4 \$ pour la période allant du 4 décembre 2017 au 31 décembre 2017. Si ces acquisitions avaient eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2017, les produits des activités ordinaires et le résultat net de la Société pour 2017 auraient respectivement augmenté de 321,0 \$ et de 21,5 \$.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

**b) Autres acquisitions en 2017**

En 2017, la Société a conclu plusieurs acquisitions, notamment celle de POCH (« POCH »), firme de services professionnels située au Chili comptant 730 employés, acquise au deuxième trimestre de 2017, et celle de Consultoría Colombiana S.A, firme de services professionnels située en Colombie comptant 1 000 employés, acquise au quatrième trimestre de 2017.

La détermination définitive des justes valeurs a nécessité certains ajustements aux chiffres provisoires, tel qu'il est indiqué ci-dessous. La Société n'a pas retraité les chiffres comparatifs de l'état consolidé de la situation financière de 2017, les ajustements ayant été jugés négligeables. La Société a également déterminé que l'incidence nette de ces ajustements sur le résultat net des périodes postérieures à la date d'acquisition n'était pas significative, de sorte qu'ils ont été comptabilisés à l'état consolidé du résultat net de l'exercice en cours.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Le tableau qui suit présente les justes valeurs définitives des actifs acquis et des passifs pris en charge, telles qu'elles ont été déterminées par la direction.

Comme ces acquisitions n'étaient pas importantes prises individuellement, la Société a choisi de regrouper les informations à fournir.

|   | Chiffres<br>provisoires | Ajustements   | Chiffres<br>définitifs |
|---|-------------------------|---------------|------------------------|
| <b>Montants comptabilisés des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge</b> |                         |               |                        |
| Actifs courants   |                         |               |                        |
| Trésorerie  | 8,8                     | —             | 8,8                    |
| Créances clients, charges payées d'avance et autres créances                                | 42,9                    | (3,9)         | 39,0                   |
| Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation                                     | 26,2                    | 1,2           | 27,4                   |
| Immobilisations corporelles   | 7,8                     | —             | 7,8                    |
| Logiciels   | 2,0                     | 0,4           | 2,4                    |
| Immobilisations incorporelles   | —                       | 0,7           | 0,7                    |
| Actifs d'impôt différé  | 8,1                     | (6,7)         | 1,4                    |
| Autres actifs non courants  | 1,7                     | 0,1           | 1,8                    |
| Passifs courants  |                         |               |                        |
| Dettes d'exploitation et charges à payer  | (43,3)                  | (13,1)        | (56,4)                 |
| Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus                                  | (9,9)                   | 5,4           | (4,5)                  |
| Dettes à long terme   | (21,1)                  | (0,7)         | (21,8)                 |
| Autres passifs non courants   | (0,8)                   | 1,0           | 0,2                    |
| Passifs d'impôt différé   | (5,4)                   | 5,2           | (0,2)                  |
| <b>Juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge</b>           | <b>17,0</b>             | <b>(10,4)</b> | <b>6,6</b>             |
| Goodwill  | 101,5                   | 3,7           | 105,2                  |
| <b>Total de la contrepartie à l'achat</b>   | <b>118,5</b>            | <b>(6,7)</b>  | <b>111,8</b>           |
| Trésorerie acquise  | (8,8)                   | —             | (8,8)                  |
| Contrepartie à payer  | (35,3)                  | 34,4          | (0,9)                  |
| <b>Sorties de trésorerie</b>  | <b>74,4</b>             | <b>27,7</b>   | <b>102,1</b>           |

Le goodwill est attribuable à l'effectif de l'entreprise acquise et aux synergies attendues au sein de la Société après l'acquisition. Aucun goodwill comptabilisé ne devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Les créances clients acquises avaient une juste valeur et une valeur contractuelle brute de 36,8 \$.

Les entreprises acquises, qui se composent principalement de POCH et de ConCol, ont généré des produits des activités ordinaires de 26,8 \$ et une perte nette de 1,2 \$ pour la période allant de la date de leur acquisition jusqu'au 31 décembre 2017. Si ces acquisitions avaient eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2017, les produits des activités ordinaires et le résultat net de la Société pour 2017 auraient augmenté de 70,6 \$ et diminué de 5,4 \$, respectivement.

Les sorties de fonds liées à l'acquisition effectuées avant 2017 s'élevaient à 6,0 \$.



(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## 5 PARTENARIATS

La Société détient des intérêts dans divers partenariats. Les listes ci-dessous présentent les partenariats les plus importants, qui ont été désignés et classés à titre d'entreprises communes.

| 2018                                     |         |                  |
|--|---------|------------------|
| Nom                                      | Intérêt | Pays             |
| Coentreprise PB/HOK                      | 50 %    | États-Unis       |
| Phase 2 Partnership (P2P)                | 50 %    | États-Unis       |
| Pacific Complete / Woolgoolga to Ballina | 40 %    | Australie        |
| Maryland Transit Partners                | 27 %    | États-Unis       |
| General Engineering Consultants          | 33 %    | États-Unis       |
| Gateway Trans Hudson Partnership         | 38 %    | États-Unis       |
| Kier WSP                                 | 50 %    | Angleterre       |
| Scotland Transery                        | 30 %    | Angleterre       |
| Capital Journeys JV                      | 25 %    | Nouvelle-Zélande |
| Malborough Roads                         | 25 %    | Nouvelle-Zélande |

| 2017                                     |         |            |
|--|---------|------------|
| Nom                                      | Intérêt | Pays       |
| Pacific Complete / Woolgoolga to Ballina | 40 %    | Australie  |
| Melbourne Metro                          | 33 %    | Australie  |
| Coentreprise PB/HOK                      | 50 %    | États-Unis |
| Lower South Creek                        | 50 %    | Australie  |
| Toowoomba Second Range Crossing          | 50 %    | Australie  |
| Sydney Rapid Transit                     | 50 %    | Australie  |
| Atlanta Aviation                         | 41 %    | États-Unis |
| Kier WSP                                 | 50 %    | Angleterre |
| Coentreprise Inland Rail Design          | 65 %    | Australie  |
| Gateway Trans Hudson Partnership         | 38 %    | États-Unis |

Il n'y a aucun passif éventuel important relatif aux intérêts de la Société dans les entreprises communes énumérées ci-dessus ni dans l'entreprise elle-même.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## 6 TRÉSORERIE

|  | 2018<br>\$   | 2017<br>\$   |
|--|--------------|--------------|
| Trésorerie   | 254,7        | 185,1        |
| Moins : découvert bancaire (note 16)                     | (0,8)        | (6,5)        |
| <b>Trésorerie, déduction faite du découvert bancaire</b> | <b>253,9</b> | <b>178,6</b> |

## 7 CRÉANCES CLIENTS, CHARGES PAYÉES D'AVANCE ET AUTRES CRÉANCES

|   | 2018<br>\$     | 2017<br>\$     |
|---|----------------|----------------|
| Créances clients  | 1 656,8        | 1 391,4        |
| Provision pour pertes de crédit attendues               | (101,6)        | (84,5)         |
| <b>Créances clients, montant net</b>                    | <b>1 555,2</b> | <b>1 306,9</b> |
| Créances sur des coentreprises et entreprises associées | 15,1           | 19,4           |
| Autres créances   | 188,3          | 116,8          |
| Charges payées d'avance                                 | 99,0           | 111,6          |
|   | <b>1 857,6</b> | <b>1 554,7</b> |

La balance chronologique des créances clients brutes en souffrance était la suivante :

|   | 2018<br>\$     | 2017<br>\$     |
|---|----------------|----------------|
| Exigibles mais non en souffrance          | 581,5          | 541,3          |
| En souffrance depuis 0 à 30 jours         | 507,4          | 365,0          |
| En souffrance depuis 31 à 60 jours        | 195,0          | 159,6          |
| En souffrance depuis 61 à 90 jours        | 85,5           | 59,8           |
| En souffrance depuis 91 à 180 jours       | 115,3          | 109,7          |
| En souffrance depuis plus de 180 jours    | 172,1          | 156,0          |
|   | <b>1,656.8</b> | <b>1,391.4</b> |
| Provision pour pertes de crédit attendues | (101,6)        | (84,5)         |
| <b>Solde à la fin de l'exercice</b>       | <b>1 555,2</b> | <b>1 306,9</b> |

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

La Société est exposée à un risque de crédit compte tenu de ses créances clients et elle maintient des provisions pour les pertes potentielles sur ces créances. Les pertes potentielles sont atténuées du fait que la solvabilité des clients est évaluée avant qu'un crédit ne leur soit accordé et qu'aucun client ne représente à lui seul plus de 10,0 % des produits des activités ordinaires.

## 8 EXCÉDENT DES COÛTS ET PROFITS PRÉVUS SUR LA FACTURATION ET EXCÉDENT DE LA FACTURATION SUR LES COÛTS ET PROFITS PRÉVUS

Le tableau suivant présente les variations de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation (actifs contractuels) et de l'excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus (passifs contractuels) :

|  | 2018   |   | 2017   |   |
|--|--|---|--|---|
|  | Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation<br>Dt/(Ct) | Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus<br>Dt/(Ct) | Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation<br>Dt/(Ct) | Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus<br>Dt/(Ct) |
| <b>Solde au début de la période</b>  | 905,0  | (483,8)   | 824,0  | (483,4)   |
| Produits des activités ordinaires comptabilisés au poste « Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus » au cours de la période                                   | —  | 2 396,2   | —  | 2 047,8   |
| Augmentations attribuables à la trésorerie reçue ou aux montants comptabilisés avant la prestation des services  | —  | (2 527,9)   | —  | (2031,1)  |
| Transfert dans les créances clients de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation comptabilisé au début de la période   | (5 568,2)  | —   | (4 846,3)  | —   |
| Produits des activités ordinaires comptabilisés par la voie d'augmentations/de diminutions découlant des changements à l'évaluation du degré d'avancement au cours de la période | 5 511,9  | —   | 4 894,4  | —   |
| Augmentations/diminutions découlant des regroupements/cessions d'entreprises   | 221,1  | (31,5)  | 54,9   | (31,9)  |
| Écart de change  | 46,3   | (31,3)  | (22,0)   | 14,8  |
| <b>Solde à la fin de la période</b>  | <b>1 116,1</b>   | <b>(678,3)</b>  | <b>905,0</b>   | <b>(483,8)</b>  |

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## 9 AUTRES ACTIFS

|   | 2018<br>\$   | 2017<br>\$   |
|---|--------------|--------------|
| Actifs financiers*                            | 95,6         | 97,6         |
| Participations dans des entreprises associées | 82,8         | 4,6          |
| Participations dans des coentreprises         | 10,6         | 6,8          |
| Autres  | 3,0          | 4,0          |
|   | <u>192,0</u> | <u>113,0</u> |

\* Les actifs financiers comprennent des placements dans un grand nombre de fonds communs de placement, selon les choix de placement des employés, concernant les obligations de rémunération différée de la Société, comme il est indiqué à la note 17. La juste valeur de ces placements s'établit à 95,1 \$ (97,1 \$ en 2017), selon le cours de marché des fonds à la date de clôture.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

# 10 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

|   | Terrains et<br>bâtiments en<br>tenure<br>franche<br>\$ | Améliorations<br>locatives<br>\$ | Mobilier et<br>équipement<br>\$ | Matériel<br>informatique<br>\$ | Total<br>\$ |
|---|--|----------------------------------|---------------------------------|--------------------------------|-------------|
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>               |  |                                  |                                 |                                |             |
| Coût  | 32,9   | 169,5                            | 172,8                           | 149,4                          | 524,6       |
| Cumul des amortissements                                  | (7,2)  | (53,1)                           | (88,2)                          | (83,4)                         | (231,9)     |
| Valeur nette  | 25,7   | 116,4                            | 84,6                            | 66,0                           | 292,7       |
| Entrées   | —  | 19,7                             | 22,0                            | 38,0                           | 79,7        |
| Entrées par voie d'acquisitions<br>d'entreprises (note 4) | 2,8  | 0,2                              | 20,7                            | 7,8                            | 31,5        |
| Cessions  | (5,0)  | —                                | (0,4)                           | (0,2)                          | (5,6)       |
| Amortissement de l'exercice                               | (1,1)  | (21,2)                           | (25,5)                          | (31,8)                         | (79,6)      |
| Écarts de change  | 0,3  | (0,1)                            | (3,7)                           | 0,2                            | (3,3)       |
|   | (3,0)  | (1,4)                            | 13,1                            | 14,0                           | 22,7        |
| Solde au 31 décembre 2017                                 | 22,7   | 115,0                            | 97,7                            | 80,0                           | 315,4       |
| <b>Solde au 31 décembre 2017</b>                          |  |                                  |                                 |                                |             |
| Coût  | 28,3   | 205,5                            | 221,1                           | 207,0                          | 661,9       |
| Cumul des amortissements                                  | (5,6)  | (90,5)                           | (123,4)                         | (127,0)                        | (346,5)     |
| Valeur nette  | 22,7   | 115,0                            | 97,7                            | 80,0                           | 315,4       |
| Entrées   | —  | 31,5                             | 30,2                            | 44,0                           | 105,7       |
| Entrées par voie d'acquisitions<br>d'entreprises (note 4) | 1,4  | 4,9                              | 7,2                             | 1,5                            | 15,0        |
| Cessions  | (1,1)  | (0,3)                            | (1,8)                           | (0,5)                          | (3,7)       |
| Amortissement de l'exercice                               | (0,5)  | (24,8)                           | (28,2)                          | (38,3)                         | (91,8)      |
| Écarts de change  | 0,7  | 6,9                              | 0,4                             | 2,0                            | 10,0        |
|   | 0,5  | 18,2                             | 7,8                             | 8,7                            | 35,2        |
| Solde au 31 décembre 2018                                 | 23,2   | 133,2                            | 105,5                           | 88,7                           | 350,6       |
| <b>Solde au 31 décembre 2018</b>                          |  |                                  |                                 |                                |             |
| Coût  | 28,5   | 246,0                            | 223,3                           | 246,8                          | 744,6       |
| Cumul des amortissements                                  | (5,3)  | (112,8)                          | (117,8)                         | (158,1)                        | (394,0)     |
| Valeur nette  | 23,2   | 133,2                            | 105,5                           | 88,7                           | 350,6       |

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## 11 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

|   | Logiciels<br>\$ | Carnet de<br>commandes<br>\$ | Relations<br>clients<br>\$ | Accords<br>de non-<br>concurrence<br>\$ | Noms<br>commer-<br>ciaux<br>\$ | Total<br>\$ |
|---|-----------------|------------------------------|----------------------------|---|--------------------------------|-------------|
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>               |                 |                              |                            |   |                                |             |
| Coût  | 119,1           | 167,1                        | 237,7                      | 2,5                                     | 80,4                           | 606,8       |
| Cumul des amortissements                                  | (57,1)          | (59,4)                       | (117,9)                    | (2,1)                                   | (14,6)                         | (251,1)     |
| Valeur nette  | 62,0            | 107,7                        | 119,8                      | 0,4                                     | 65,8                           | 355,7       |
| Entrées   | 23,6            | —                            | —                          | —                                       | 0,8                            | 24,4        |
| Entrées par voie d'acquisitions<br>d'entreprises (note 4) | 7,3             | 5,9                          | 58,7                       | —                                       | —                              | 71,9        |
| Cessions  | (0,1)           | —                            | —                          | —                                       | —                              | (0,1)       |
| Amortissement de l'exercice                               | (25,6)          | (30,5)                       | (27,8)                     | (0,4)                                   | (4,9)                          | (89,2)      |
| Écarts de change  | (0,1)           | (4,6)                        | (3,3)                      | —                                       | 0,5                            | (7,5)       |
|   | 5,1             | (29,2)                       | 27,6                       | (0,4)                                   | (3,6)                          | (0,5)       |
| Solde au 31 décembre 2017                                 | 67,1            | 78,5                         | 147,4                      | —                                       | 62,2                           | 355,2       |
| <b>Solde au 31 décembre 2017</b>                          |                 |                              |                            |   |                                |             |
| Coût  | 160,4           | 160,5                        | 275,1                      | 2,5                                     | 81,3                           | 679,8       |
| Cumul des amortissements                                  | (93,3)          | (82,0)                       | (127,7)                    | (2,5)                                   | (19,1)                         | (324,6)     |
| Valeur nette  | 67,1            | 78,5                         | 147,4                      | —                                       | 62,2                           | 355,2       |
| Entrées   | 28,7            | —                            | —                          | —                                       | —                              | 28,7        |
| Entrées par voie d'acquisitions<br>d'entreprises (note 4) | 0,9             | 25,3                         | 43,5                       | —                                       | 2,3                            | 72,0        |
| Cessions  | —               | —                            | —                          | —                                       | —                              | —           |
| Amortissement de l'exercice                               | (31,5)          | (41,6)                       | (23,7)                     | —                                       | (5,8)                          | (102,6)     |
| Écarts de change  | 1,1             | 4,6                          | 6,8                        | —                                       | 1,9                            | 14,4        |
|   | (0,8)           | (11,7)                       | 26,6                       | —                                       | (1,6)                          | 12,5        |
| Solde au 31 décembre 2018                                 | 66,3            | 66,8                         | 174,0                      | —                                       | 60,6                           | 367,7       |
| <b>Solde au 31 décembre 2018</b>                          |                 |                              |                            |   |                                |             |
| Coût  | 176,1           | 196,0                        | 306,8                      | —                                       | 81,8                           | 760,7       |
| Cumul des amortissements                                  | (109,8)         | (129,2)                      | (132,8)                    | —                                       | (21,2)                         | (393,0)     |
| Valeur nette  | 66,3            | 66,8                         | 174,0                      | —                                       | 60,6                           | 367,7       |

La valeur comptable des immobilisations incorporelles désignées comme ayant une durée d'utilité indéterminée, soit le nom commercial de WSP, s'établissait à 49,6 \$ au 31 décembre 2018 (48,4 \$ en 2017).

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

La Société a procédé à son test de dépréciation annuel du nom commercial de WSP au 30 septembre 2018 et au 1<sup>er</sup> octobre 2017 conformément à la politique décrite à la note 2. En conséquence, aucune perte de valeur du nom commercial de WSP n'a été comptabilisée.

Au cours de l'exercice, la Société a acquis des immobilisations incorporelles totalisant 100,7 \$ (96,3 \$ en 2017), lesquelles sont toutes amortissables.

## 12 GOODWILL

|  | 2018<br>\$     | 2017<br>\$     |
|--|----------------|----------------|
| <b>Solde au début de la période</b>                        | 2 979,0        | 2 783,6        |
| Goodwill découlant des acquisitions d'entreprises (note 4) | 405,2          | 251,2          |
| Écarts de change   | 109,0          | (55,8)         |
| <b>Solde à la fin de la période</b>                        | <b>3 493,2</b> | <b>2 979,0</b> |

Une valeur de 3 493,2 \$ au titre du goodwill (2 979,0 \$ au 31 décembre 2017) a été attribuée aux UGT de la Société. La valeur comptable du goodwill par UGT est présentée dans le tableau suivant :

|                                  | 2018<br>\$     | 2017<br>\$     |
|----------------------------------|----------------|----------------|
| <b>Goodwill attribué aux UGT</b> |                |                |
| Canada                           | 891,2          | 891,2          |
| Amériques                        | 1 509,3        | 1 068,3        |
| Royaume-Uni                      | 320,5          | 312,6          |
| Pays nordiques                   | 333,5          | 306,8          |
| Nouvelle-Zélande                 | 197,3          | 182,4          |
| Australie                        | 99,8           | 81,4           |
| Asie                             | 74,4           | 68,5           |
| Autres                           | 67,2           | 67,8           |
|                                  | <b>3 493,2</b> | <b>2 979,0</b> |

## TEST DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL

La Société a procédé à son test de dépréciation annuel du goodwill au 30 septembre 2018 et au 1<sup>er</sup> octobre 2017 conformément à la politique décrite à la note 2. Les principales hypothèses ayant servi à déterminer la juste valeur des différentes UGT lors des plus récents calculs de la dépréciation réalisés pour 2018 et 2017 sont décrites ci-après. La Société n'a relevé aucun indice de dépréciation à une autre date et, par conséquent, elle n'a procédé à aucun nouveau calcul de la dépréciation. La juste valeur de chaque UGT était supérieure à sa valeur comptable. Par conséquent, aucune perte de valeur du goodwill n'a été comptabilisée.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## **TECHNIQUE D'ÉVALUATION**

### ***JUSTE VALEUR DIMINUÉE DES COÛTS DE LA VENTE***

La juste valeur des UGT a été établie en fonction de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. La juste valeur est définie, dans IFRS 13, comme étant une mesure fondée sur le marché, et non une mesure spécifique à l'entité.

En conséquence, la juste valeur des UGT doit être évaluée à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient, plutôt que celles liées spécifiquement à la Société. Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente des UGT, une approche par le résultat reposant sur la méthode d'actualisation des flux de trésorerie a été utilisée. De plus, l'approche par le marché a été employée afin de déterminer si les conclusions tirées sont raisonnables.

### ***APPROCHE PAR LE RÉSULTAT***

La technique d'actualisation des flux de trésorerie permet d'établir l'estimation la plus juste du prix qui pourrait être obtenu pour chaque UGT dans le cadre d'une transaction conclue dans des conditions de concurrence normale, puisque la juste valeur reflète la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de l'entreprise ainsi que la valeur résiduelle de l'entreprise à la fin de la période visée par les prévisions. L'actualisation des flux de trésorerie a été faite en fonction d'une valeur d'entreprise, c'est-à-dire que les flux de trésorerie après impôt avant la prise en compte des charges d'intérêts ont été actualisés à l'aide d'un coût moyen pondéré du capital (« CMPC »). Cette approche requiert la formulation d'hypothèses concernant les taux de croissance des produits des activités ordinaires, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le niveau du fonds de roulement, les dépenses d'investissement, les taux d'impôt et les taux d'actualisation.

### ***APPROCHE PAR LE MARCHÉ***

Selon l'approche par le marché, il est présumé que la valeur d'une société reflète le prix payé pour des sociétés comparables du même secteur d'activité acquises dans des circonstances similaires. Une comparaison d'une UGT avec des sociétés comparables du même secteur d'activité dont l'information financière est publiée peut constituer une base raisonnable pour estimer la juste valeur. Selon cette approche, la juste valeur est calculée en fonction d'un multiple du BAIIA ajusté comparativement à un multiple médian moyen déterminé d'après l'information publiée pour des sociétés comparables et les prix de transaction.



(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## **PRINCIPALES HYPOTHÈSES UTILISÉES AUX FINS DE LA DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR DIMINUÉE DES COÛTS DE LA VENTE**

### **PROJECTIONS DES FLUX DE TRÉSORERIE**

Les projections des flux de trésorerie, qui couvrent une période de cinq ans (la « période couverte »), reposent sur des projections financières approuvées par la direction qui ont été établies au moyen d'hypothèses reflétant les lignes de conduite que la Société a prévu adopter, compte tenu de l'ensemble des conditions économiques les plus probables selon la direction, ajustées pour rendre compte des attentes qu'aurait un intervenant du marché. Le BAIIA ajusté est fondé sur les valeurs réelles et estimatives pour la première année de la période couverte et sur les valeurs budgétées pour la deuxième année de la période couverte, et ces valeurs sont augmentées sur la durée de la période couverte en utilisant un taux de croissance approximatif visant à tenir compte des améliorations d'efficacité attendues. Le taux de croissance appliqué aux projections des flux de trésorerie des UGT de la Société variait entre 2,0 % et 5,0 % au 30 septembre 2018 et au 1<sup>er</sup> octobre 2017. La Société a également pris en considération l'expérience passée, les tendances historiques ainsi que les tendances de l'industrie et du marché afin de déterminer si les projections financières utilisées sont raisonnables.

### **TAUX D'ACTUALISATION**

Le taux d'actualisation (CMPC) reflète l'évaluation actuelle par le marché du risque spécifique à des sociétés comparables. Le taux d'actualisation a été établi d'après le coût moyen pondéré des capitaux propres et le coût des capitaux empruntés pour des sociétés comparables du même secteur d'activité. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (« CMPC ») après impôt. La détermination du CMPC nécessite une analyse distincte du coût des capitaux propres et du coût de la dette et tient compte d'une prime de risque fondée sur l'UGT en cause. Le CMPC après impôt appliqué aux UGT de la Société se situait entre 7,50 % et 13,25 % au 30 septembre 2018 (entre 7,50 % et 13,25 % au 1<sup>er</sup> octobre 2017).

### **TAUX DE CROISSANCE FINAL**

Les taux de croissance utilisés pour établir les projections de la Société ont été déterminés à l'aide des taux de croissance publiés de l'industrie et d'hypothèses concernant l'inflation, de même qu'en fonction de l'information établie par les responsables de la gestion de chaque UGT à la lumière d'analyses des tendances historiques et des attentes concernant la croissance future. Le taux de croissance final appliqué aux projections des flux de trésorerie des UGT de la Société s'établissait à 3,0 % au 30 septembre 2018 et au 1<sup>er</sup> octobre 2017.

### **COÛTS DE LA VENTE**

Il a été estimé que les coûts de la vente pour chaque UGT correspondaient à environ 0,75 % (2018 et 2017) de la valeur d'entreprise de l'UGT. Les coûts de la vente reflètent les coûts marginaux, à l'exclusion des charges financières et de la charge d'impôt sur le résultat, qui seraient directement attribuables à la cession de l'UGT, y compris les frais juridiques et les coûts marginaux directs engagés pour préparer l'UGT en vue de sa vente.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

### **SENSIBILITÉ AUX MODIFICATIONS DES HYPOTHÈSES**

Au 30 septembre 2018, aucune variation raisonnablement possible de l'une ou l'autre des principales hypothèses utilisées pour déterminer leur juste valeur diminuée des coûts de la vente n'aurait fait en sorte que la valeur comptable des UGT de la Société excède considérablement leur valeur recouvrable respective (c.-à-d. leur juste valeur diminuée des coûts de la vente).

## **13 RÉGIMES INCITATIFS À LONG TERME (« RILT »)**

En 2011, la Société a adopté un régime incitatif à long terme (le « RILT ») à l'intention de certains employés, en vertu duquel des unités d'actions restreintes ou des options sur actions pouvaient être émises. Le nombre total d'actions réservées en vue d'être attribuées et émises dans le cadre du RILT est limité à 2 080 950 actions. En 2014, la Société a également adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement en vertu duquel des unités d'actions liées au rendement réglées en trésorerie pouvaient être émises. En 2015, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées en vertu duquel des unités d'actions différées réglées en trésorerie pouvaient être émises et, en 2016, elle a adopté un régime d'unités d'actions restreintes en vertu duquel des unités d'actions restreintes réglées en trésorerie pouvaient être émises. Le RILT, le régime d'unités d'actions liées au rendement, le régime d'unités d'actions différées et le régime d'unités d'actions restreintes sont désignés collectivement comme les « RILT ».

### **UNITÉS D' ACTIONS RESTREINTES**

Les unités d'actions restreintes sont réglées en trésorerie, et les droits s'y rattachant s'acquièrent après trois ans. La charge de rémunération et le passif connexe liés à ces attributions sont évalués d'après la juste valeur de l'unité attribuée et sont comptabilisés à titre de charge ou de produit de manière uniforme sur une période de trois ans. À la clôture de chaque période de présentation de l'information financière, les variations de l'obligation de paiement de la Société découlant des fluctuations de la valeur de marché de ses actions ordinaires à la TSX ou d'une variation du nombre d'unités attribuable à son rendement attendu sont comptabilisées à titre de charge ou de produit.

Le paiement de 2018 au titre des unités d'actions restreintes réglées en trésorerie s'établit à 0,6 \$ (0,5 \$ en 2017). La Société a comptabilisé, dans les coûts liés au personnel, une charge de 3,1 \$ pour l'exercice (2,5 \$ en 2017) en ce qui a trait aux unités d'actions restreintes réglées en trésorerie. Au 31 décembre 2018, 139 726 unités d'actions restreintes réglées en trésorerie étaient en circulation (118 630 en 2017), et l'obligation cumulative s'établissait à 6,0 \$ (3,5 \$ en 2017).

### **OPTIONS SUR ACTIONS**

Les options attribuées aux dirigeants et aux employés en vertu du régime d'options sur actions peuvent être exercées au cours d'une période ne pouvant dépasser 10 ans à compter de la date d'attribution. Les options sont acquises trois ans après la date d'attribution et celles qui ne sont pas exercées expirent à la première des deux dates suivantes : un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé ou la date d'échéance des options sur actions attribuées.

Au cours de l'exercice, 35 745 options ont été exercées à des prix variant de 35,45 \$ à 41,49 \$.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Au 31 décembre 2018, 693 583 options sur actions étaient en cours (657 829 en 2017); de ce nombre, 594 079 options sur actions étaient devenues acquises (471 350 en 2017) à des prix d'exercice variant de 35,12 \$ à 59,75 \$ (35,12 \$ à 49,28 \$ en 2017).

La juste valeur des options sur actions à la date d'attribution a été évaluée selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. La volatilité attendue est estimée à l'aide du cours historique des actions ordinaires de la Société et le taux d'intérêt sans risque est estimé selon les taux des obligations d'État. Le tableau qui suit présente les données utilisées pour établir la juste valeur des options sur actions à la date d'attribution pour les périodes closes les 31 décembre 2018 et 2017 :

|  | 2018              | 2017             |
|--|-------------------|------------------|
| Volatilité attendue du prix de l'action            | 20 %-35 %         | 20 %-35 %        |
| Dividende  | 2,00 %-3,00 %     | 3,25 %-3,75 %    |
| Taux d'intérêt sans risque                         | 2,25 %-2,50 %     | 1,75 %-2,25 %    |
| Juste valeur – moyenne pondérée des options émises | 14,50 \$-15,50 \$ | 9,50 \$-10,50 \$ |

La Société a comptabilisé, dans les coûts liés au personnel, une charge de rémunération fondée sur des actions de 1,0 \$ pour l'exercice (1,4 \$ en 2017).

### UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

Les unités d'actions liées au rendement sont réglées en trésorerie. Elles sont acquises si certains objectifs de rendement de la Société sont atteints et elles sont payables annuellement depuis 2017. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, les variations de l'obligation de paiement de la Société attribuables aux fluctuations du cours de ses actions ordinaires à la TSX, ou à un changement dans le nombre d'unités fondé sur le rendement attendu de la Société, sont comptabilisées à titre de charges ou de recouvrement.

Le paiement de 2018 au titre des unités d'actions liées au rendement réglées en trésorerie s'est établi à 12,3 \$ (8,4 \$ en 2017). La Société a comptabilisé, dans les coûts liés au personnel, une charge de 23,3 \$ pour l'exercice (8,8 \$ en 2017) en ce qui a trait aux unités d'actions liées au rendement réglées en trésorerie. Au 31 décembre 2018, 639 544 unités d'actions liées au rendement réglées en trésorerie étaient en circulation (663 721 en 2017), et l'obligation cumulative s'établissait à 28,7 \$ (17,7 \$ en 2017).

### UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES

Les unités d'actions différées sont réglées en trésorerie et les droits connexes s'acquièrent immédiatement lors de l'attribution. L'évaluation de la charge et du passif liés à ces attributions est fondée sur la valeur de marché des actions ordinaires de la Société. À la clôture de chaque période de présentation de l'information financière, les variations de l'obligation de paiement de la Société découlant des fluctuations de la valeur de marché de ses actions ordinaires à la TSX ou d'une variation du nombre d'unités attribuable à son rendement attendu sont comptabilisées à titre de charge ou de produit. Au 31 décembre 2018, 102 801 unités d'actions différées étaient en circulation (68 227 en 2017). La Société a comptabilisé, dans les coûts liés au personnel, une charge de 2,5 \$ (3,2 \$ en 2017) en ce qui a trait aux unités d'actions différées et effectué un versement de 0,1 \$ au cours de l'exercice (0,2 \$ en 2017), et l'obligation cumulative s'établissait à 6,5 \$ (4,1 \$ en 2017).

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

En 2018, la Société a contracté des instruments financiers dérivés avec des institutions financières canadiennes afin de limiter son exposition à la variabilité des unités « RILT » causée par des fluctuations du cours de son action. Les instruments financiers dérivés, dont la juste valeur fluctue selon le cours de l'action de la Société, doivent être classés à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, ils sont évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière et le profit ou la perte d'évaluation des instruments financiers dérivés évalués à la valeur de marché est comptabilisé dans les coûts liés au personnel. Pour l'exercice 2018, la perte liée à la valeur du marché comptabilisée dans les coûts liés au personnel s'est élevé à 1,8 \$.

## 14 DETTES D'EXPLOITATION ET CHARGES À PAYER

|   | 2018<br>\$     | 2017<br>\$     |
|---|----------------|----------------|
| Dettes d'exploitation                               | 737,7          | 518,5          |
| Avantages du personnel à payer                      | 588,3          | 472,5          |
| Taxes de vente                                      | 82,0           | 65,9           |
| Dettes envers les coentreprises et entités connexes | 10,0           | 3,1            |
| Charges courues et autres dettes d'exploitation     | 275,7          | 203,0          |
| Provisions  | 246,9          | 220,1          |
|   | <u>1 940,6</u> | <u>1 483,1</u> |
| Moins : Provisions non courantes                    | <u>153,1</u>   | <u>121,2</u>   |
| Dettes d'exploitation et charges à payer            | <u>1 787,5</u> | <u>1 361,9</u> |

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

|                                  | Provisions<br>pour litiges<br>\$ | Provisions au<br>titre de biens<br>immobiliers<br>\$ | Autres<br>provisions<br>\$ | Total<br>\$ |
|----------------------------------|----------------------------------|--|----------------------------|-------------|
| <b>Solde au 31 décembre 2016</b> | 123,2                            | 82,9   | 20,3                       | 226,4       |
| Acquisitions d'entreprises       | (0,3)                            | 5,9  | 7,7                        | 13,3        |
| Provisions supplémentaires       | 7,5                              | 14,1   | —                          | 21,6        |
| Règlement par déboursé ou autre  | (9,3)                            | (11,2)   | (14,2)                     | (34,7)      |
| Écarts de change                 | (2,5)                            | (4,0)  | —                          | (6,5)       |
| <b>Solde au 31 décembre 2017</b> | 118,6                            | 87,7   | 13,8                       | 220,1       |
| Acquisitions d'entreprises       | 7,6                              | 9,7  | 30,2                       | 47,5        |
| Provisions supplémentaires       | 15,5                             | 31,8   | 2,2                        | 49,5        |
| Règlement par déboursé ou autre  | (34,9)                           | (29,2)   | (15,9)                     | (80,0)      |
| Écarts de change                 | 3,7                              | 5,3  | 0,8                        | 9,8         |
| <b>Solde au 31 décembre 2018</b> | 110,5                            | 105,3  | 31,1                       | 246,9       |

## 15 DETTES À LONG TERME

|                         | 2018<br>\$ | 2017<br>\$ |
|-------------------------|------------|------------|
| Facilité de crédit      | 1 460,4    | 1 094,0    |
| Autres dettes           | 43,1       | 64,7       |
|                         | 1 503,5    | 1 158,7    |
| Moins : Partie courante | 42,3       | 276,3      |
|                         | 1 461,2    | 882,4      |

Les versements annuels sur les dettes à long terme pour chacun des trois prochains exercices seront de 42,3 \$ en 2019, de 273,8 \$ en 2020 et de 1 187,4 \$ en 2021 et par la suite.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## FACILITÉ DE CRÉDIT

WSP dispose d'une facilité de crédit de 1 800,0 M\$ US consentie par un syndicat d'institutions financières (les « prêteurs »), qui se compose de ce qui suit :

- une facilité de crédit à terme de premier rang non renouvelable et non garantie d'un capital de 600,0 M\$ US (la « facilité à terme »), composée de trois emprunts à terme de 200,0 M\$ US échéant respectivement le 31 décembre 2020, le 18 décembre 2021 et le 18 décembre 2022;
- une facilité de crédit de premier rang renouvelable et non garantie d'un montant maximal de 1 200,0 M\$ US (la « facilité de crédit renouvelable »). La date d'échéance de la facilité de crédit renouvelable est le 31 décembre 2022.

La facilité de crédit porte intérêt au taux préférentiel canadien, au taux de base américain, au taux des acceptations bancaires et au TIOL plus une marge d'au plus 2,5 %, selon le type d'avances et les ratios financiers de la Société, qui sont définis dans l'entente avec les prêteurs. La Société verse une commission d'engagement négociée sur la facilité de crédit disponible et inutilisée.

Aux termes de la facilité de crédit, la Société est dans l'obligation, entre autres conditions, de respecter certaines clauses restrictives sur une base consolidée. Les principales clauses se rattachent aux ratios de la dette à long terme consolidée sur le BAIIA ajusté consolidé et à la couverture des intérêts, qui sont des mesures non conformes aux IFRS. La direction passe en revue trimestriellement la conformité de la Société aux clauses restrictives dans le cadre des exigences de dépôt prévues aux termes de sa facilité de crédit. Toutes les clauses restrictives étaient respectées au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017.

En vertu de la facilité de crédit et des facilités bilatérales, la Société peut émettre des lettres de crédit irrévocables jusqu'à un maximum de 678,0 \$. Au 31 décembre 2018, la Société avait émis, dans le cours normal des activités, des lettres de crédit irrévocables totalisant 416,2 \$ (242,6 \$ en 2017).

Au 31 décembre 2018, la Société disposait d'autres marges de crédit à l'exploitation totalisant 138,7 \$ (145,6 \$ en 2017), dont un montant de 126,5 \$ (80,2 \$ en 2017) était disponible à la fin de l'exercice.

Répartition des facilités de crédit selon la monnaie empruntée :

|                   | 2018<br>\$     | Monnaie<br>de base | 2017<br>\$     | Monnaie<br>de base |
|-------------------|----------------|--------------------|----------------|--------------------|
| Dollar américain  | 1 456,6        | 1 067,6            | 1 046,8        | 832,6              |
| Livre sterling    | —              | —                  | 10,6           | 6,2                |
| Couronne suédoise | 3,8            | 24,7               | 2,8            | 18,2               |
| Dollar canadien   | —              | —                  | 33,8           | —                  |
|                   | <u>1 460,4</u> |                    | <u>1 094,0</u> |                    |

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## 16 AUTRES PASSIFS FINANCIERS

|  | 2018<br>\$ | 2017<br>\$ |
|--|------------|------------|
| Découvert bancaire (note 6)                              | 0,8        | 6,5        |
| Effets à payer   | 11,2       | 50,1       |
| Obligations en vertu de contrats de location-financement | 9,2        | 14,6       |
|  | 21,2       | 71,2       |
| Moins : Partie courante                                  | 14,5       | 45,8       |
|  | 6,7        | 25,4       |

Les versements sur les passifs financiers s'établissent comme suit : 14,5 \$ en 2019 et 6,7 \$ en 2020.

## 17 RÉGIMES DE RETRAITE

Le tableau qui suit présente les charges de retraite comprises dans les coûts liés au personnel :

|  | 2018<br>\$ | 2017<br>\$ |
|--|------------|------------|
| Régimes de retraite à prestations définies – coût des services rendus au cours de la période | 8,3        | 6,6        |
| Régimes de retraite à prestations définies – cotisations de l'employeur                      | 12,2       | 11,2       |
| Régimes de retraite à cotisations définies – cotisations de l'employeur                      | 75,4       | 70,0       |
|  | 95,9       | 87,8       |

La Société offre à ses salariés des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies. Les cotisations définies sont passées en charges aux états consolidés du résultat net à mesure qu'elles sont engagées.

Au Canada, la Société a des régimes d'épargne-retraite à cotisations définies pour ses employés. En vertu de ces régimes, la Société verse une contribution équivalente à la cotisation de l'employé jusqu'à concurrence d'un maximum variant entre 3 % et 5 % du salaire de l'employé. L'employé acquiert la totalité des cotisations de l'employeur après deux années de service continu ou avant, s'il perd son emploi en raison d'une mise à pied par manque de travail.

Au Royaume-Uni, cinq régimes à prestations définies distincts, tous fermés aux nouveaux participants, sont offerts. Les actifs des régimes sont détenus séparément des actifs de la Société, dans des fonds administrés par un tiers.

Le 26 octobre 2018, un tribunal supérieur du Royaume-Uni a prononcé un jugement relativement à l'égalisation, entre hommes et femmes, des rentes minimales garanties au titre de régimes de retraite professionnels. Ce jugement devrait créer un précédent pour les autres régimes de retraite à prestations définies du Royaume-Uni. Avec l'aide de ses actuaires-conseils, la Société a établi une provision provisoire de 6,0 \$ relativement à cette question, laquelle a été comptabilisée dans ses résultats financiers de 2018.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Aux fins d'IAS 19, la Société a traité cet événement comme une modification du régime donnant lieu à une augmentation des obligations au titre des prestations de retraite figurant dans l'état consolidé de la situation financière et à une écriture correspondante au titre du coût des services passés dans l'état consolidé du résultat net. Étant donné sa nature, et conformément aux méthodes comptables de la Société (note 2), le coût des services passés a été regroupé dans le poste « Coûts d'acquisition et d'intégration » de l'état consolidé du résultat net.

En Suède, une partie du régime multiemployeurs à prestations définies géré par l'État est comptabilisée dans l'état consolidé de la situation financière de la Société. Les coûts des services non encore rendus au titre de ce régime ont cessé de s'appliquer en 2008 lorsque les salariés ont été incorporés au régime de l'État. Le régime multiemployeurs de l'État conserve d'autres actifs substantiels pour prendre en charge le passif du régime. Les administrateurs n'ayant pas été en mesure de déterminer les actifs et les passifs de cette composante du régime, il est traité comme un régime à cotisations définies aux fins d'IAS 19 *Avantages du personnel*.

Aux États-Unis, la Société maintient désormais un régime de rémunération différée comptabilisé aux termes d'IAS 19. Selon cette norme, une partie de la rémunération des employés est différée et investie, au profit des employés, dans les actifs financiers (note 9) d'une fiducie, ces actifs étant toutefois mis à la disposition des créanciers de la Société si celle-ci devient insolvable.

Pour les régimes à prestations définies capitalisés et non capitalisés, tout déficit de la juste valeur de l'actif des régimes sur la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies est comptabilisé en passif dans l'état consolidé de la situation financière. Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés au complet à mesure qu'ils surviennent dans l'état du résultat global. Ces écarts actuariels rendent compte des modifications des hypothèses actuarielles et des écarts entre les hypothèses actuarielles et les résultats réels.

La charge actuarielle comptabilisée aux états consolidés du résultat net, eu égard aux régimes à prestations définies, est composée du coût des services rendus au cours de l'exercice considéré, des intérêts nets sur le passif (l'actif) au titre des prestations définies, du coût des services passés et des coûts liés aux compressions des régimes.

Les passifs de la Société découlant des obligations au titre des prestations définies et les coûts des services rendus au cours de l'exercice considéré qui s'y rattachent sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Des actuaires et des conseillers externes fournissent des recommandations sur les questions d'ordre actuariel. Les hypothèses actuarielles sur lesquelles repose le calcul des obligations au titre des prestations diffèrent selon la situation économique du pays dans lequel le régime a cours et sont énoncées ci-après. Pour formuler l'hypothèse concernant le taux de rendement à long terme attendu des actifs, la Société a tenu compte du niveau actuel du rendement attendu des placements sans risque (principalement des obligations d'État du Royaume-Uni) ainsi que du niveau historique de la prime de risque associée aux autres catégories d'actifs du portefeuille. Le rendement attendu pour chaque catégorie d'actif a ensuite été appliqué aux actifs des régimes pour calculer le taux de rendement à long terme global attendu des actifs pour l'ensemble des portefeuilles.



(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## HYPOTHÈSES

|  | 2018            | 2017            |
|--|-----------------|-----------------|
| Royaume-Uni  |                 |                 |
| Taux d'augmentation des prestations à payer                          | 2,10 % à 3,05 % | 2,05 % à 2,20 % |
| Taux d'actualisation   | 2,90 % à 2,95 % | 2,55 %          |
| Taux d'inflation hypothétique  | 2,25 % à 3,25 % | 2,20 % à 3,20 % |
| Espérance de vie à 65 ans (participants actuellement âgés de 65 ans) |                 |                 |
| – Hommes   | 87,9            | 87,9            |
| – Femmes   | 89,7            | 89,7            |
| Suède  |                 |                 |
| Taux d'actualisation   | 2,50 %          | 2,60 %          |
| Taux d'inflation hypothétique  | 2,00 %          | 1,90 %          |
| Espérance de vie à 65 ans (participants actuellement âgés de 65 ans) |                 |                 |
| – Hommes   | 87,0            | 87,0            |
| – Femmes   | 89,0            | 89,0            |
| États-Unis   |                 |                 |
| Taux d'actualisation   | 3,40 % à 3,75 % | 2,70 % à 3,00 % |

Les principales catégories des actifs des régimes liés aux régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni sont les suivantes :

|             | 31 décembre 2018 |    | 31 décembre 2017 |    |
|-------------|------------------|----|------------------|----|
|             | Juste valeur     |    | Juste valeur     |    |
|             | \$               | %  | \$               | %  |
| Actions     | 55,7             | 27 | 77,4             | 38 |
| Obligations | 80,8             | 39 | 79,6             | 39 |
| Autres      | 68,7             | 34 | 47,2             | 23 |

Le tableau qui suit présente les montants comptabilisés dans les états de la situation financière :

|   | 2018    | 2017    |
|---|---------|---------|
|   | \$      | \$      |
| Juste valeur des actifs des régimes (Royaume-Uni)               | 205,2   | 204,2   |
| Valeur actualisée des obligations capitalisées (Royaume-Uni)    | (233,4) | (244,1) |
| Déficit (Royaume-Uni)   | (28,2)  | (39,9)  |
| Valeur actualisée des obligations non capitalisées (Suède)      | (50,2)  | (47,8)  |
| Valeur actualisée des obligations non capitalisées (États-Unis) | (119,3) | (119,0) |
| Passif des régimes de retraite                                  | (197,7) | (206,7) |

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Le tableau qui suit présente les montants comptabilisés dans les états consolidés du résultat net :

|  | <b>2018</b> | <b>2017</b> |
|--|-------------|-------------|
|  | <b>\$</b>   | <b>\$</b>   |
| Coût des services rendus au cours de la période                          | 8,3         | 6,6         |
| Coût des services passés   | 6,0         | —           |
| Total du coût des services   | <u>14,3</u> | <u>6,6</u>  |
|  | <b>2018</b> | <b>2017</b> |
|  | <b>\$</b>   | <b>\$</b>   |
| Charges d'intérêts   | 9,8         | 9,7         |
| Rendement attendu des actifs des régimes                                 | (5,3)       | (4,7)       |
| Charges financières nettes liées aux obligations des régimes de retraite | <u>4,5</u>  | <u>5,0</u>  |

Le tableau qui suit présente la variation de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies :

|  | <b>2018</b>  | <b>2017</b>  |
|--|--------------|--------------|
|  | <b>\$</b>    | <b>\$</b>    |
| Valeur actualisée de l'obligation – solde d'ouverture    | 410,9        | 395,3        |
| Valeur actualisée de l'obligation – acquisition          | —            | 12,7         |
| Coût des services rendus au cours de la période          | 8,3          | 6,6          |
| Coût des services passés                                 | 6,0          | —            |
| Cotisations des participants aux régimes                 | 0,2          | 0,3          |
| Prestations versées                                      | (28,5)       | (28,5)       |
| Charges d'intérêts                                       | 9,8          | 9,7          |
| (Gain) perte actuariel (hypothèses)                      | (13,0)       | 3,5          |
| (Gain) perte actuariel (expérience)                      | (6,8)        | 12,1         |
| Écarts de change   | 16,0         | (0,8)        |
| Valeur actualisée de l'obligation à la fin de l'exercice | <u>402,9</u> | <u>410,9</u> |

Le tableau qui suit présente la variation de la juste valeur des actifs des régimes :

|  | <b>2018</b>  | <b>2017</b>  |
|--|--------------|--------------|
|  | <b>\$</b>    | <b>\$</b>    |
| Juste valeur des actifs des régimes – solde d'ouverture    | 204,2        | 177,2        |
| Juste valeur des actifs des régimes – acquisition          | —            | 11,0         |
| Rendement attendu des actifs des régimes                   | 5,3          | 4,7          |
| Cotisations des participants aux régimes                   | 0,2          | 0,3          |
| Cotisations de l'employeur                                 | 12,2         | 11,2         |
| Prestations versées  | (14,6)       | (12,6)       |
| (Gain) perte actuariel (expérience)                        | (7,3)        | 8,0          |
| Écarts de change   | 5,2          | 4,4          |
| Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice | <u>205,2</u> | <u>204,2</u> |

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Le tableau qui suit présente le sommaire du déficit net au titre des obligations en matière de retraite :

|   | 2018<br>\$ | 2017<br>\$ |
|---|------------|------------|
| Juste valeur des actifs des régimes       | 205,2      | 204,2      |
| Valeur actualisée des passifs des régimes | (402,9)    | (410,9)    |
| Déficit                                   | (197,7)    | (206,7)    |

Le tableau qui suit présente le cumul des gains actuariels (pertes actuarielles) comptabilisés en capitaux propres :

|   | 2018<br>\$ | 2017<br>\$ |
|---|------------|------------|
| Solde d'ouverture                                       | (17,6)     | (10,0)     |
| Gain actuariel (perte) net comptabilisé pour l'exercice | 12,5       | (7,6)      |
| Solde à la fin de l'exercice                            | (5,1)      | (17,6)     |

Les régimes à prestations définies de la Société l'exposent au risque de taux d'intérêt, au risque lié à l'inflation, au risque lié à la longévité, au risque de change et au risque lié aux placements sur le marché. Le tableau qui suit présente l'analyse sommaire de la sensibilité du déficit global des régimes de retraite aux variations des hypothèses principales :

| Hypothèse            | Variation | Incidence sur le déficit        |
|----------------------|-----------|---------------------------------|
| Taux d'actualisation | +/- 0,1 % | Diminution/augmentation 5,3 \$  |
| Taux d'inflation     | +/- 0,1 % | Diminution/augmentation 2,9 \$  |
| Mortalité            | +/- 1 an  | Diminution/augmentation 12,4 \$ |

Le total des cotisations des salariés et des cotisations de l'employeur qui devraient être payées en 2018 au titre des régimes de retraite à prestations définies de la Société s'élève à environ 11,8 \$.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## 18 CAPITAL-ACTIONS

### Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, avec droit de vote et de participation.

Un nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale, avec droit de participation et pouvant être émises en séries.

### Émis et libéré

|  | Actions ordinaires |         |
|--|--------------------|---------|
|  | Nombre             | \$      |
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>              | 101 371 137        | 2 491,6 |
| Actions émises dans le cadre du RRD                      | 1 716 486          | 82,7    |
| Actions émises lors de l'exercice d'options sur actions* | 72 969             | 3,1     |
| <b>Solde au 31 décembre 2017</b>                         | 103 160 592        | 2 577,4 |
| Actions émises dans le cadre du RRD (note 24)            | 1 245 079          | 77,4    |
| Actions émises lors de l'exercice d'options sur actions* | 35 745             | 1,7     |
| <b>Solde au 31 décembre 2018</b>                         | 104 441 416        | 2 656,5 |

\* La valeur comptable des actions ordinaires inclut une réduction de 0,3 \$ (0,5 \$ en 2017) du surplus d'apport, qui correspond au montant de la charge de rémunération cumulée liée aux options sur actions exercées pour la période.

Au 31 décembre 2018, aucune action privilégiée n'a été émise.

## 19 GESTION DU CAPITAL

Les principaux objectifs de la Société relativement à la gestion de la structure de son capital sont les suivants :

- maintenir une flexibilité financière dans le but de répondre à ses engagements financiers, de verser des dividendes, d'exécuter une stratégie de croissance et de poursuivre sa croissance par l'entremise des acquisitions d'entreprises;
- gérer les activités de la Société de manière responsable afin d'être en mesure de verser un rendement adéquat aux actionnaires;
- respecter les ratios financiers requis en vertu de la facilité de crédit.

Pour la gestion du capital, la Société a défini son capital comme une combinaison des dettes à long terme, des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et de la participation ne donnant pas le contrôle, déduction faite de la trésorerie (déduction faite du découvert bancaire).

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

|   | 2018<br>\$     | 2017<br>\$     |
|---|----------------|----------------|
| Dettes à long terme                                       | 1 503,5        | 1 158,7        |
| Capitaux propres attribuables aux actionnaires            | 3 259,0        | 2 959,0        |
| Participations ne donnant pas le contrôle                 | 0,7            | —              |
|   | <u>4 763,2</u> | <u>4 117,7</u> |
| Moins : Trésorerie, déduction faite du découvert bancaire | (253,9)        | (178,6)        |
|   | <u>4 509,3</u> | <u>3 939,1</u> |

La stratégie financière de la Société consiste à maintenir une structure flexible cohérente avec les objectifs cités plus haut, à s'adapter adéquatement à l'évolution de la conjoncture économique et à permettre sa croissance interne par des acquisitions d'entreprises. La Société surveille sa structure de capital en utilisant le ratio de la dette à long terme consolidée sur le BAIIA ajusté consolidé. Ce ratio vise à déterminer le niveau d'endettement maximal.

En vue de maintenir et d'ajuster sa structure de capital, la Société pourrait émettre de nouvelles actions sur le marché, contracter des emprunts bancaires et négocier de nouvelles facilités de crédit.

## 20 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Le tableau ci-dessous présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur d'activité et par catégorie de clients. En 2018, environ 76 % des produits des activités ordinaires ont été tirés de contrats en régie à prix plafond et de contrats à prix fixe et environ 24 %, de contrats en régie sans prix plafond.

|                              | 2018<br>\$     | 2017<br>\$     |
|------------------------------|----------------|----------------|
| <b>Secteur d'activité</b>    |                |                |
| Transport et infrastructures | 4 126,6        | 3 492,1        |
| Bâtiments                    | 1 877,1        | 1 707,8        |
| Environnement                | 835,1          | 819,0          |
| Industrie                    | 148,1          | 139,4          |
| Ressources                   | 429,4          | 352,2          |
| Énergie                      | 336,0          | 272,3          |
| Autres services              | 155,8          | 159,4          |
|                              | <u>7 908,1</u> | <u>6 942,2</u> |
| <b>Catégorie de clients</b>  |                |                |
| Secteur public               | 4 420,6        | 4 089,2        |
| Secteur privé                | 3 487,5        | 2 853,0        |
|                              | <u>7 908,1</u> | <u>6 942,2</u> |

Les obligations de prestation non remplies représentent la part restante des obligations contractuelles liées aux contrats en régie à prix plafond et aux contrats à prix fixe qui ont été conclus et pour lesquels les travaux étaient commencés au 31 décembre 2018. Les contrats en régie sans prix plafond ont été exclus étant donné que le montant global des travaux sous contrat ne peut être établi de manière définitive.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Le calendrier d'exécution des contrats est tributaire de plusieurs facteurs hors du contrôle de la Société. Ces facteurs comportent notamment les modifications de la portée du projet, les échéanciers fixés en fonction des clients et le financement des projets. La meilleure estimation de la Société quant à la désactualisation de ses obligations de prestation non remplies au 31 décembre 2018 est présentée ci-après.

|  | 12 prochains mois | Plus de 12 mois | Total   |
|--|-------------------|-----------------|---------|
| Obligations de prestation non remplies | 3 365,3           | 2 977,1         | 6 342,4 |

## 21 COÛTS D'ACQUISITION ET D'INTÉGRATION

|   | 2018<br>\$ | 2017<br>\$ |
|---|------------|------------|
| Coûts liés aux acquisitions d'entreprises   | 7,3        | 6,3        |
| Coûts liés à l'intégration d'entreprises  | 35,0       | 22,1       |
| Coûts liés au programme d'impartition des services de TI  | 14,0       | —          |
| Coût des services passés au titre des régimes de retraite à prestations définies du R.-U. (note 17) | 6,0        | —          |
|   | 62,3       | 28,4       |

Les coûts d'acquisition et d'intégration comprennent les coûts liés au personnel de 19,9 \$ et de 6,2 \$ pour 2018 et 2017, respectivement.

Les coûts liés à l'intégration d'entreprises ont trait aux coûts engagés aux fins de l'intégration d'entreprises acquises durant une période d'au plus 24 mois à compter de la date d'acquisition.

## 22 CHARGES FINANCIÈRES NETTES

|  | 2018<br>\$ | 2017<br>\$ |
|--|------------|------------|
| Intérêts liés à la facilité de crédit                                    | 45,8       | 33,8       |
| Charges financières nettes liées aux obligations des régimes de retraite | 4,5        | 5,0        |
| Perte (profit) de change sur les actifs/passifs en monnaies étrangères   | 7,6        | 3,5        |
| Autres intérêts et frais bancaires                                       | 10,4       | 6,5        |
| Perte (profit) sur les actifs financiers et d'autres actifs              | 4,3        | (7,7)      |
| Produit d'intérêts   | (3,8)      | (4,2)      |
|  | 68,8       | 36,9       |

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## 23 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le tableau qui suit présente les composantes de la charge d'impôt sur le résultat pour 2018 et 2017 :

|  | 2018<br>\$  | 2017<br>\$   |
|--|-------------|--------------|
| <b>Impôt exigible</b>                              |             |              |
| Impôt exigible sur le résultat de l'exercice       | 101,1       | 97,0         |
| Ajustements relatifs aux exercices précédents      | (11,5)      | 7,9          |
| Total de l'impôt exigible                          | 89,6        | 104,9        |
| <b>Impôt différé</b>                               |             |              |
| Création et résorption des différences temporaires | (18,3)      | (10,0)       |
| Incidence des variations des taux d'impôt          | (1,6)       | 16,0         |
| Ajustements relatifs aux exercices précédents      | 10,8        | (8,8)        |
| Total de l'impôt différé                           | (9,1)       | (2,8)        |
| <b>Total de la charge d'impôt sur le résultat</b>  | <b>80,5</b> | <b>102,1</b> |

Le tableau suivant présente un rapprochement de la charge d'impôt sur le résultat, selon les taux d'impôt combinés canadiens fédéral-provincial prévus par la loi, de 26,7 % (26,8 % en 2017) et le taux d'impôt effectif réel :

|   | 2018   |       | 2017  |       |
|---|--------|-------|-------|-------|
|   | \$     | %     | \$    | %     |
| Résultat avant impôt  | 329,3  | —     | 315,4 | —     |
| Charge d'impôt prévue aux taux d'imposition combinés canadiens fédéral-provincial prévus par la loi | 87,9   | 26,7  | 84,5  | 26,8  |
| Variations découlant des éléments suivants :  |        |       |       |       |
| Différences dues aux taux d'impôt étranger  | (19,4) | (5,9) | (3,2) | (1,0) |
| Charges non déductibles (produits non taxables), montant net  | 8,8    | 2,7   | 5,1   | 1,6   |
| Avantages fiscaux non comptabilisés, montant net  | 4,5    | 1,4   | 0,9   | 0,3   |
| Ajustements relatifs aux exercices précédents   | (0,7)  | (0,2) | (0,9) | (0,3) |
| Incidence des variations des taux d'impôt*  | (1,5)  | (0,5) | 16,0  | 5,1   |
| Autres éléments   | 0,9    | 0,2   | (0,3) | (0,1) |
|   | 80,5   | 24,4  | 102,1 | 32,4  |

\* Le 22 décembre 2017, le président Trump a ratifié le projet de loi *Tax Cuts and Jobs Act*, qui vient réduire le taux d'imposition fédéral des sociétés américaines pour le faire passer de 35 % à 21 %. En conséquence, la Société a imputé une charge de 0,4 \$ aux autres éléments du résultat global et a comptabilisé une hausse de 16,0 \$ de sa charge d'impôt, par suite de la réévaluation de ses actifs et passifs d'impôt différé.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

En 2018 et en 2017, le montant net des avantages fiscaux non comptabilisés représente l'incidence d'économies d'impôt non comptabilisées relatives à l'exercice considéré et à des exercices précédents qui se rapportent principalement à des filiales à l'étranger et dont l'utilisation n'est pas jugée probable, en partie contrebalancée par la comptabilisation d'actifs d'impôt différé non comptabilisés précédemment liés à certaines filiales ayant généré des profits au cours de l'exercice considéré.

Aux 31 décembre 2018 et 2017, les actifs et passifs d'impôt différé sont composés des éléments significatifs suivants :

|   | 2018                          |  |  |                               |                     |                   |
|---|-------------------------------|--|--|-------------------------------|---------------------|-------------------|
|   | Au<br>1 <sup>er</sup> janvier | Crédité<br>(débité) à<br>l'état du<br>résultat net | Crédité<br>(débité)<br>aux autres<br>éléments du<br>résultat<br>global | Acquisitions<br>d'entreprises | Écarts<br>de change | Au<br>31 décembre |
|   | \$                            | \$   | \$   | \$                            | \$                  | \$                |
| <b>Actifs d'impôt différé</b>                           |                               |  |  |                               |                     |                   |
| Provisions déductibles lors de leur règlement           | 102,1                         | 3,3  | —  | 24,9                          | 4,4                 | 134,7             |
| Reports en avant de perte fiscale                       | 22,6                          | 1,9  | —  | 1,5                           | (1,0)               | 25,0              |
| Régime de retraite                                      | 43,9                          | (0,5)  | (3,5)  | —                             | 2,7                 | 42,6              |
| Frais d'émission différés                               | 3,3                           | (2,2)  | —  | —                             | —                   | 1,1               |
| Immobilisations corporelles                             | 14,3                          | (1,2)  | —  | —                             | 0,2                 | 13,3              |
| Autres différences temporaires                          | 25,3                          | (1,2)  | 0,2  | 14,3                          | 2,2                 | 40,8              |
|   | 211,5                         | 0,1  | (3,3)  | 40,7                          | 8,5                 | 257,5             |
| <b>Passifs d'impôt différé</b>                          |                               |  |  |                               |                     |                   |
| Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation | (92,2)                        | 7,5  | —  | 1,0                           | (0,7)               | (84,4)            |
| Retenues  | (11,6)                        | 6,9  | —  | —                             | (0,3)               | (5,0)             |
| Immobilisations corporelles                             | (11,3)                        | (0,4)  | —  | (4,2)                         | (0,7)               | (16,6)            |
| Immobilisations incorporelles et goodwill               | (68,1)                        | 12,5   | —  | (11,7)                        | (3,7)               | (71,0)            |
| Autres différences temporaires                          | (11,4)                        | (17,5)   | (1,0)  | (6,9)                         | (1,9)               | (38,7)            |
|   | (194,6)                       | 9,0  | (1,0)  | (21,8)                        | (7,3)               | (215,7)           |
| <b>Total</b>  | <b>16,9</b>                   | <b>9,1</b>   | <b>(4,3)</b>   | <b>18,9</b>                   | <b>1,2</b>          | <b>41,8</b>       |



(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

2017

|   | Au<br>1 <sup>er</sup> janvier | Crédité<br>(débité) à<br>l'état du<br>résultat net | Crédité<br>(débité) aux<br>autres<br>éléments du<br>résultat<br>global | Acquisitions<br>d'entreprises | Écarts<br>de change | Au<br>31 décembre |
|---|-------------------------------|--|--|-------------------------------|---------------------|-------------------|
|   | \$                            | \$   | \$   | \$                            | \$                  | \$                |
| <b>Actifs d'impôt différé</b>                           |                               |  |  |                               |                     |                   |
| Provisions déductibles lors de leur règlement           | 109,2                         | (11,5)   | —  | 7,1                           | (2,7)               | 102,1             |
| Reports en avant de perte fiscale                       | 25,9                          | (5,0)  | —  | 1,5                           | 0,2                 | 22,6              |
| Régime de retraite                                      | 65,1                          | (18,7)   | (0,3)  | 0,3                           | (2,5)               | 43,9              |
| Frais d'émission différés                               | 5,9                           | (2,6)  | —  | —                             | —                   | 3,3               |
| Immobilisations corporelles                             | 4,5                           | 1,7  | —  | 7,6                           | 0,5                 | 14,3              |
| Autres différences temporaires                          | 33,9                          | (11,8)   | 0,1  | 4,6                           | (1,5)               | 25,3              |
|   | 244,5                         | (47,9)   | (0,2)  | 21,1                          | (6,0)               | 211,5             |
| <b>Passifs d'impôt différé</b>                          |                               |  |  |                               |                     |                   |
| Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation | (80,3)                        | (10,1)   | —  | (0,3)                         | (1,5)               | (92,2)            |
| Retenues  | (18,2)                        | 5,8  | —  | —                             | 0,8                 | (11,6)            |
| Immobilisations corporelles                             | (29,3)                        | 17,9   | —  | (0,9)                         | 1,0                 | (11,3)            |
| Immobilisations incorporelles et goodwill               | (91,5)                        | 36,9   | —  | (16,7)                        | 3,2                 | (68,1)            |
| Autres différences temporaires                          | (12,3)                        | 0,2  | 0,9  | (0,4)                         | 0,2                 | (11,4)            |
|   | (231,6)                       | 50,7   | 0,9  | (18,3)                        | 3,7                 | (194,6)           |
| <b>Total</b>  | <b>12,9</b>                   | <b>2,8</b>   | <b>0,7</b>   | <b>2,8</b>                    | <b>(2,3)</b>        | <b>16,9</b>       |

L'impôt différé est présenté comme suit aux états consolidés de la situation financière :

|   | 2018<br>\$ | 2017<br>\$ |
|---|------------|------------|
| Actifs d'impôt différé                        | 116,1      | 91,4       |
| (Passifs) d'impôt différé                     | (74,3)     | (74,5)     |
| Actifs (passifs) d'impôt différé, montant net | 41,8       | 16,9       |

Au 31 décembre 2018, la Société a comptabilisé des actifs d'impôt différé de 25,0 \$ (22,6 \$ au 31 décembre 2017) liés aux pertes fiscales de certaines filiales pour l'exercice considéré ou des exercices antérieurs. La Société a comptabilisé des actifs d'impôt différé, car elle estime qu'il est probable qu'elle disposera de bénéfices imposables futurs auxquels les pertes fiscales reportées en avant pourront être imputées.

Au 31 décembre 2018, la Société avait des actifs d'impôt différé non comptabilisés de 102,4 \$ (29,5 \$ au 31 décembre 2017) liés à des reports en avant de perte fiscale de 341,1 \$ (113,3 \$ au 31 décembre 2017) dont une tranche de 246,9 \$ (42,1 \$ au 31 décembre 2017) vient à échéance entre 2019 et 2038, le reste n'ayant pas d'échéance, et des différences temporaires pour un montant brut de 116,2 \$ (5,5 \$ au 31 décembre 2017) sans échéance. La Société considère comme non probable le recouvrement de ces actifs d'impôt différé non comptabilisés.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Un passif d'impôt différé n'a pas été comptabilisé au titre de différences temporaires imposables de 385,0 \$ au 31 décembre 2018 (198,0 \$ au 31 décembre 2017) se rapportant aux résultats non distribués des filiales, car la Société contrôle le moment où ces différences temporaires s'inverseront et ne s'attend pas à ce qu'elles s'inversent dans un avenir prévisible. Lors de la distribution de ces résultats sous forme de dividendes ou autrement, la Société pourrait être assujettie à l'impôt des sociétés ou à des retenues d'impôt.

## 24 DIVIDENDES

La Société vise à déclarer et à verser des dividendes aux actionnaires chaque trimestre. Le montant total de dividendes déclarés par la Société pour 2018 s'est établi à 156,0 \$, ou 1,50 \$ par action.

### *Régime de réinvestissement des dividendes (RRD)*

En vertu du RRD, les détenteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de réinvestir les dividendes en trésorerie dans de nouvelles actions ordinaires. Les actions à émettre peuvent être achetées sur le marché libre ou émises sur le capital autorisé de la Société, au gré de la direction. Les actions émises sur le capital autorisé seront assorties d'un escompte maximal de 5,0 % par rapport au cours moyen du marché.

À la suite du paiement des dividendes déclarés, un montant de 77,4 \$ a été réinvesti dans 1 245 079 actions ordinaires dans le cadre du RRD.

Le 15 janvier 2019, lors du paiement du dividende du quatrième trimestre, un montant de 19,6 \$ a été réinvesti dans 324 812 nouvelles actions ordinaires dans le cadre du RRD.

## 25 TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE

### a) AJUSTEMENTS

|  | 2018<br>\$   | 2017<br>\$   |
|--|--------------|--------------|
| Dotation aux amortissements  | 194,4        | 168,8        |
| Quote-part du résultat d'entreprises associées et de coentreprises<br>(déduction faite de l'impôt) | (0,8)        | (0,3)        |
| Charge relative aux régimes de retraite à prestations définies                                     | 14,3         | 6,6          |
| Cotisations en trésorerie aux régimes de retraite<br>à prestations définies                        | (12,2)       | (11,2)       |
| Écarts de change et transactions sans incidence sur la trésorerie                                  | 14,0         | 0,7          |
| Autre  | (38,6)       | (24,9)       |
|  | <u>171,1</u> | <u>139,7</u> |

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## b) VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE DU FONDS DE ROULEMENT

|  | 2018<br>\$ | 2017<br>\$ |
|--|------------|------------|
| Diminution (augmentation) :                                  |            |            |
| Créances clients, charges payées d'avance et autres créances | (7,1)      | (59,4)     |
| Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation      | 94,9       | (48,2)     |
| Augmentation (diminution) :                                  |            |            |
| Dettes d'exploitation et charges à payer                     | 26,0       | 86,4       |
| Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus   | 60,6       | (16,6)     |
|  | 174,4      | (37,8)     |

## c) TRANSACTIONS DÉCOULANT DES FLUX DE TRÉSORERIE - DETTES À LONG TERME

|                            | Augmentation<br>de la dette | Remboursement<br>de la dette | 2018<br>\$<br>Total |
|----------------------------|-----------------------------|------------------------------|---------------------|
| Facilité de crédit         | 15 158,9                    | (14 879,5)                   | 279,4               |
| Autres dettes à long terme | —                           | (61,7)                       | (61,7)              |
|                            | 15 158,9                    | (14 941,2)                   | 217,7               |

|                            | Augmentation<br>de la dette | Remboursement<br>de la dette | 2017<br>\$<br>Total |
|----------------------------|-----------------------------|------------------------------|---------------------|
| Facilité de crédit         | 9 885,1                     | (9 804,2)                    | 80,9                |
| Autres dettes à long terme | —                           | (14,1)                       | (14,1)              |
|                            | 9 885,1                     | (9 818,3)                    | 66,8                |

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## 26 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société contrôle et consolide une entité lorsqu'elle est exposée, ou qu'elle a droit, à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. Les principales filiales de la Société sont les suivantes.

| Entité                             | Pays de constitution | Intérêts |       |
|------------------------------------|----------------------|----------|-------|
|                                    |                      | 2018     | 2017  |
| Parsons Brinckerhoff Holdings Inc. | États-Unis           | 100 %    | 100 % |
| WSP UK Limited                     | Angleterre           | 100 %    | 100 % |
| WSP Canada Inc.                    | Canada               | 100 %    | 100 % |
| WSP Sverige AB                     | Suède                | 100 %    | 100 % |
| WSP Australia Pty Ltd              | Australie            | 100 %    | 100 % |
| WSP Canada Group Ltd               | Canada               | 100 %    | 100 % |
| WSP Asia Limited                   | Hong Kong            | 100 %    | 100 % |
| Opus International Consultants Ltd | Nouvelle-Zélande     | 100 %    | 100 % |
| WSP Consultancy Pte Ltd            | Singapour            | 100 %    | 100 % |
| WSP Hong Kong Limited              | Hong Kong            | 100 %    | 100 % |

### Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants incluent le président et chef de la direction ainsi que les membres de l'équipe de direction mondiale. La rémunération payée ou payable aux principaux dirigeants inclut :

|                                      | 2018<br>\$  | 2017<br>\$  |
|--------------------------------------|-------------|-------------|
| Avantages à court terme du personnel | 21,9        | 14,7        |
| Palements fondés sur des actions     | 9,5         | 8,8         |
|                                      | <u>31,4</u> | <u>23,5</u> |

## **27 INSTRUMENTS FINANCIERS**

### **JUSTE VALEUR**

La trésorerie, les créances clients et autres créances, l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation, les dettes d'exploitation, les dividendes à payer aux actionnaires, les découverts bancaires, la dette à long terme liée à la facilité de crédit et les autres passifs financiers sont des instruments financiers pour lesquels la juste valeur correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée, de leurs taux d'intérêt variables ou des taux courants sur le marché pour des instruments à taux fixe.

La hiérarchie des justes valeurs selon laquelle la Société évalue les instruments financiers est la suivante :

- les données d'entrée de niveau 1 sont des cours non ajustés, sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques;
- les données d'entrée de niveau 2 sont des données concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché visés au niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement;
- les données d'entrée de niveau 3 sont des données non observables concernant l'actif ou le passif.

Aux 31 décembre 2018 et 2017, la juste valeur des autres actifs était évaluée selon le niveau 1. La juste valeur des instruments financiers utilisés pour couvrir le risque de change, notamment les contrats de change à terme et les swaps de devises, est évaluée selon le niveau 2.

### **GESTION DES RISQUES FINANCIERS**

La Société est exposée au risque de crédit, au risque de change, au risque de taux d'intérêt et au risque de liquidité. Les analyses suivantes fournissent une évaluation de ces risques aux 31 décembre 2018 et 2017.

#### **RISQUE DE CRÉDIT**

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie ne respecte pas ses obligations en vertu d'un instrument financier ou d'un contrat, situation qui entraîne une perte financière pour la Société.

Les instruments financiers qui sont susceptibles d'exposer la Société à un risque de crédit significatif sont essentiellement la trésorerie, les créances clients et autres créances ainsi que l'excédent des coûts et des profits prévus sur la facturation. L'exposition maximale au risque de crédit de la Société se limite à la valeur comptable de ces instruments financiers, soit 3 129,4 \$ au 31 décembre 2018 et 2 533,2 \$ au 31 décembre 2017.

La trésorerie est détenue ou émise par des institutions financières connues. Par conséquent, la Société estime que le risque de non-exécution relativement à ces instruments est minime.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Le risque de crédit de la Société découle essentiellement des créances clients et de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation. Les montants indiqués dans les états consolidés de la situation financière sont présentés déduction faite des provisions pour perte de crédit attendue. Ces dernières sont estimées par la direction et fondées, en partie, sur l'âge des créances et sur le recouvrement actuel et prévu. En général, la Société n'exige pas de garantie ni d'autre sûreté des clients à l'égard de leurs créances; cependant, elle ne leur accorde du crédit qu'après avoir procédé à une évaluation de leur solvabilité. De plus, la Société réévalue régulièrement la qualité du crédit de ses clients et établit une provision pour les pertes de crédit attendues lorsque la probabilité de recouvrement d'une créance a diminué de façon significative. La Société estime donc que son risque de crédit relatif aux créances clients est limité. Pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, le montant des pertes de crédit comptabilisées n'était pas significatif.

La Société réduit son risque de crédit en offrant ses services à une diversité de clients, dans divers pays, secteurs d'activité et secteurs de l'économie.

## **RISQUE DE CHANGE**

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs relatifs à un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux de change.

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est exposée à un risque de change en raison de ses activités d'exploitation libellées en dollars américains, en livres sterling, en couronnes suédoises, en dollars australiens, en euros, en dollars néo-zélandais et dans d'autres monnaies, ainsi qu'en raison de ses actifs nets dans des établissements à l'étranger. Ces risques sont partiellement compensés par des achats et des charges d'exploitation engagés dans ces monnaies.

La Société a des investissements dans des établissements à l'étranger, dont les actifs nets sont exposés au risque de change. Ce risque est partiellement compensé par des emprunts libellés dans la monnaie étrangère appropriée. Les profits ou pertes de change sur l'investissement net dans ces établissements sont présentés dans le compte de cumul des autres éléments du résultat global, à titre d'écarts de change. Ce compte est inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires.

Au cours du quatrième trimestre de 2018, afin de couvrir une partie de sa dette libellée en dollars américains, la Société a conclu des swaps de devises pour une valeur nominale de 232,6 \$ US à un taux de change \$ US/\$ CA de 1,3502, des swaps de devises pour une valeur nominale de 7,0 M\$ US à un taux de change de GBP/\$ US de 1,2727 et des swaps de devises pour une valeur nominale de 59,6 M\$ US à un taux de change \$ US/SEK de 9,0436. La perte à la juste valeur de marché, de 1,4 M\$ US, a été comptabilisée à l'état du résultat net. Tous les swaps de devises viennent à échéance au premier trimestre de 2019.

La Société a aussi conclu des contrats de change à terme et des stratégies d'options essentiellement afin de couvrir les fluctuations prévues du cours de change de certaines devises par rapport au dollar canadien. La perte nette à la juste valeur de marché de ces contrats à terme et de ces options, qui s'est établie à 4,6 M\$ US, a été comptabilisée à l'état du résultat net.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

En tenant compte des montants libellés en monnaie étrangère et en supposant que toutes les autres variables demeurent inchangées, une variation des taux de change aurait des répercussions sur le résultat net de la Société. La direction est d'avis qu'une fluctuation de 10 % (10 % en 2017) des taux de change est raisonnablement possible.

Le tableau ci-dessous résume l'incidence de fluctuations de -10 % et de +10 % du taux de change sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global :

|                                    | <b>2018</b>                 |                           |                              |                              |
|------------------------------------|-----------------------------|---------------------------|------------------------------|------------------------------|
|                                    | <b>Dollar<br/>américain</b> | <b>Livre<br/>sterling</b> | <b>Couronne<br/>suédoise</b> | <b>Dollar<br/>australien</b> |
| Résultat net                       | 8,5                         | 0,3                       | 2,5                          | 2,4                          |
| Autres éléments du résultat global | 52,5                        | 1,1                       | 3,8                          | 0,3                          |

  

|                                    | <b>2017</b>                 |                           |                              |                              |
|------------------------------------|-----------------------------|---------------------------|------------------------------|------------------------------|
|                                    | <b>Dollar<br/>américain</b> | <b>Livre<br/>sterling</b> | <b>Couronne<br/>suédoise</b> | <b>Dollar<br/>australien</b> |
| Résultat net                       | 5,3                         | 1,5                       | 2,4                          | 2,1                          |
| Autres éléments du résultat global | 4,6                         | 1,7                       | 1,1                          | 5,8                          |

## **RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT**

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux monétaires futurs d'un instrument financier varient en raison des fluctuations des taux d'intérêt sur le marché. L'exposition de la Société à ce risque est principalement attribuable à sa dette à long terme et à ses autres passifs financiers non courants qui portent intérêt à des taux variables. Ce risque est partiellement compensé par la trésorerie détenue à des taux variables.

Une fluctuation de 1 % des taux d'intérêt n'aurait pas d'incidence importante sur le résultat net consolidé de la Société.

## **RISQUE DE LIQUIDITÉ**

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de respecter ses obligations à l'échéance.

Une trésorerie centralisée assure à la Société de conserver une flexibilité de financement en évaluant les besoins en flux de trésorerie futurs et en maintenant une marge de sécurité suffisante sur ses facilités de crédit engagées. Les limites de crédit, les restrictions sur la trésorerie et la conformité aux clauses restrictives sont aussi prises en considération.

La Société surveille sur une base continue son risque de liquidité lié aux instruments financiers. La direction vérifie en tout temps ses besoins en trésorerie afin de s'assurer de disposer des liquidités nécessaires pour satisfaire aux exigences de l'exploitation tout en conservant une réserve adéquate sur ses facilités de crédit non utilisées. WSP a accès à des lignes de crédit obtenues auprès d'institutions financières (note 15).

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Les tableaux suivants indiquent les échéances contractuelles des passifs financiers aux 31 décembre 2018 et 2017. Les montants indiqués ci-dessous représentent les flux de trésorerie contractuels non actualisés.

|   | 2018                      |   |                        |                              |                        |
|---|---------------------------|---|------------------------|------------------------------|------------------------|
|   | Valeur<br>comptable<br>\$ | Flux de<br>trésorerie<br>contractuels<br>\$ | Moins<br>de 1 an<br>\$ | Entre 1 an<br>et 2 ans<br>\$ | Plus de<br>2 ans<br>\$ |
| Dettes d'exploitation et charges à payer, y compris la partie non courante des provisions | 1 940,6                   | 1 940,6                                     | 1 787,5                | 153,1                        | —                      |
| Dividendes à payer aux actionnaires   | 39,2                      | 39,2  | 39,2                   | —                            | —                      |
| Dettes à long terme, y compris la partie courante   | 1 503,5                   | 1 727,0                                     | 44,0                   | 297,0                        | 1 386,0                |
| Passifs financiers, y compris la partie courante  | 21,2                      | 22,3  | 15,1                   | 7,2                          | —                      |
|   | 3 504,5                   | 3 729,1                                     | 1 885,8                | 457,3                        | 1 386,0                |

  

|   | 2017                      |   |                        |                              |                        |
|---|---------------------------|---|------------------------|------------------------------|------------------------|
|   | Valeur<br>comptable<br>\$ | Flux de<br>trésorerie<br>contractuels<br>\$ | Moins<br>de 1 an<br>\$ | Entre 1 an<br>et 2 ans<br>\$ | Plus de<br>2 ans<br>\$ |
| Dettes d'exploitation et charges à payer, y compris la partie non courante des provisions | 1 483,1                   | 1 483,1                                     | 1 361,9                | 121,2                        | —                      |
| Dividendes à payer aux actionnaires   | 38,7                      | 38,7  | 38,7                   | —                            | —                      |
| Dettes à long terme, y compris la partie courante   | 1 158,7                   | 1 257,8                                     | 287,8                  | 28,9                         | 941,1                  |
| Passifs financiers, y compris la partie courante  | 71,2                      | 73,0  | 45,8                   | 18,2                         | 9,0                    |
|   | 2 751,7                   | 2 852,6                                     | 1 734,2                | 168,3                        | 950,1                  |

Au 31 décembre 2018, la Société avait des facilités de crédit non utilisées de 918,0 \$ (584,7 \$ en 2017), déduction faite des lettres de crédit en cours de 77,6 \$ (81,6 \$ en 2017) et de la trésorerie, déduction faite du découvert bancaire de 253,9 \$ (178,6 \$ en 2017).



(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

## 28 ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

### CONTRATS DE LOCATION

La Société loue des locaux pour des bureaux et du matériel aux termes de contrats de location simple. La durée des baux varie de six mois à dix ans, et la plupart des contrats de location sont renouvelables aux taux du marché.

Les charges locatives comprises dans les états consolidés du résultat net totalisaient 217,8 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (194,2 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017).

Les versements minimums futurs aux termes des contrats de location simples non résiliables sont les suivants :

|                         | 2018<br>\$     | 2017<br>\$     |
|-------------------------|----------------|----------------|
| Moins de un an          | 253,0          | 187,0          |
| Entre un an et cinq ans | 778,4          | 713,8          |
| Plus de cinq ans        | 391,6          | 242,0          |
|                         | <u>1 423,0</u> | <u>1 142,8</u> |

### ÉVENTUALITÉS

La Société fait actuellement face à des poursuites en justice en raison de travaux exécutés dans le cours normal de ses activités. La Société souscrit une assurance responsabilité professionnelle qui lui permet de gérer les risques occasionnés par de telles poursuites. Sur le fondement des conseils et de l'information fournis par ses conseillers juridiques, et compte tenu de son expérience dans le règlement de poursuites semblables, la direction estime que la Société a prévu une provision suffisante à ce titre et que le règlement définitif ne devrait pas dépasser de beaucoup la garantie d'assurance ou avoir une incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

En tant qu'entrepreneur effectuant des travaux pour l'État, la Société peut être assujettie à des lois et à des règlements plus contraignants que ceux qui s'appliquent aux entrepreneurs au service d'entités non gouvernementales. L'État vérifie attentivement la conformité des entrepreneurs à ces lois et à ces règlements par des audits et des enquêtes qui font partie intégrante de la procédure d'attribution des contrats publics, et la direction reçoit à l'occasion des demandes de renseignements concernant les activités de la Société avec des organismes publics. Depuis 2012, la Société a fait l'objet d'enquêtes dans plusieurs régions de la province de Québec. Aucune accusation n'a été portée contre la Société au terme de celles-ci. Au cours de 2017, dans le cadre du programme de remboursement volontaire établi conformément au projet de loi n° 26 : *Loi visant principalement la récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics*, adopté en avril 2015, la Société a conclu des règlements avec certaines municipalités et a rempli ses obligations en découlant. En décembre 2018, la Société a été informée d'une plainte déposée par le Bureau du syndic de l'Ordre des ingénieurs du Québec contre le vice-président du conseil, membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec, relativement à des omissions, négligences et autres actes dérogatoires allégués en vertu du Code de déontologie des ingénieurs du Québec. Les événements mentionnés dans la plainte coïncident avec les événements à l'origine des enquêtes et des règlements mentionnés aux présentes. La plainte n'est ni dirigée ni formulée contre la Société. La Société s'emploie à prendre des mesures pour régler toutes autres éventualités liées à ce qui précède, mais elle ne peut aucunement prédire à l'heure actuelle le résultat final, ni les pertes potentielles ou les sommes qui pourraient devoir être

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

remboursées à une autorité gouvernementale, le cas échéant, en ce qui a trait à une enquête effectuée par ladite autorité gouvernementale, y compris la possibilité que la portée de ces enquêtes soit élargie, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation futurs de la Société.

Le 13 mars 2019, la Cour supérieure du Québec a approuvé un règlement entre la Société, le Bureau de la concurrence du Canada et le Directeur des poursuites pénales. À la suite de ce règlement, la Société ne fera l'objet d'aucune poursuite relativement à l'attribution de contrats d'infrastructures municipaux au Québec entre 2002 et 2011.

## 29 INFORMATION SECTORIELLE

### a) PRINCIPAUX CLIENTS

Au 31 décembre 2018, aucun des clients ne représentait à lui seul plus de 10 % des produits consolidés ou des créances clients de la Société.

### b) SECTEURS D'EXPLOITATION

La Société est structurée en quatre secteurs isolables : Canada, Amériques (États-Unis et Amérique latine), EMOIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique) et APAC (Asie-Pacifique – qui comprend l'Asie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande).

L'équipe de direction mondiale évalue la performance des secteurs isolables en fonction des produits des activités ordinaires, des produits des activités ordinaires nets et du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social. Le BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social exclut certains éléments tels que les coûts d'acquisition d'entreprises et d'intégration, ainsi que les charges du siège social, qui, selon la Société, ne devraient pas être pris en compte lors de l'évaluation de la performance financière sous-jacente des secteurs d'exploitation. Les charges du siège social correspondent aux frais et aux salaires relatifs aux fonctions centralisées comme les finances, les frais juridiques, les ressources humaines et les technologies, qui ne sont affectés à aucun secteur. Cette mesure exclut aussi les incidences des charges financières, des amortissements et de l'impôt sur le résultat.

Les ventes entre secteurs sont effectuées sans lien de dépendance et sont éliminées au moment de la consolidation.

Les produits des activités ordinaires présentés à l'équipe de direction mondiale sont évalués de la même façon que dans les états consolidés du résultat net et excluent les produits des activités ordinaires intragroupe.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Les tableaux qui suivent présentent les activités de la Société en fonction des secteurs à présenter.

|  |         |           |         |         | 2018      |
|--|---------|-----------|---------|---------|-----------|
|  | Canada  | Amériques | EMOIA   | APAC    | Total     |
| Produits des activités ordinaires  | 1 263,4 | 2 752,6   | 2 683,8 | 1 208,3 | 7 908,1   |
| Moins : sous-consultants et coûts directs  | (209,8) | (994,4)   | (491,7) | (191,6) | (1 887,5) |
| Produits des activités ordinaires nets   | 1 053,6 | 1 758,2   | 2 192,1 | 1 016,7 | 6 020,6   |
| BAlIA ajusté avant déduction des charges du siège social   | 147,1   | 257,3     | 225,4   | 117,5   | 747,3     |
| Charges du siège social  |         |           |         |         | (87,3)    |
| Coûts d'acquisition et d'intégration   |         |           |         |         | (62,3)    |
| Charges financières  |         |           |         |         | (72,6)    |
| Dotation aux amortissements  |         |           |         |         | (194,4)   |
| Quote-part de l'impôt sur le résultat et de la dotation aux amortissements des entreprises associées |         |           |         |         | (1,4)     |
| Résultat avant impôt   |         |           |         |         | 329,3     |
|  |         |           |         |         |           |
|  | Canada  | Amériques | EMOIA   | APAC    | 2017      |
|  | Canada  | Amériques | EMOIA   | APAC    | Total     |
| Produits des activités ordinaires  | 1 180,4 | 2 528,5   | 2 373,5 | 859,8   | 6 942,2   |
| Moins : sous-consultants et coûts directs  | (203,0) | (878,0)   | (388,8) | (115,8) | (1 585,6) |
| Produits des activités ordinaires nets   | 977,4   | 1 650,5   | 1 984,7 | 744,0   | 5 356,6   |
| BAlIA ajusté avant déduction des charges du siège social   | 120,6   | 220,2     | 197,0   | 76,4    | 614,2     |
| Charges du siège social  |         |           |         |         | (59,0)    |
| Coûts d'acquisition et d'intégration   |         |           |         |         | (28,4)    |
| Charges financières  |         |           |         |         | (41,1)    |
| Dotation aux amortissements  |         |           |         |         | (168,8)   |
| Quote-part de l'impôt sur le résultat et de la dotation aux amortissements des entreprises associées |         |           |         |         | (1,5)     |
| Résultat avant impôt   |         |           |         |         | 315,4     |

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

### c) RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

Les produits suivants ont été attribués à une région géographique selon les pays où la Société exerce ses activités.

|                  | 2018<br>\$     | 2017<br>\$     |
|------------------|----------------|----------------|
| États-Unis       | 2 571,6        | 2 456,2        |
| Canada           | 1 263,4        | 1 180,4        |
| Royaume-Uni      | 1 244,7        | 1 004,2        |
| Suède            | 711,3          | 680,7          |
| Australie        | 560,3          | 463,5          |
| Asie             | 356,0          | 356,9          |
| Nouvelle-Zélande | 292,0          | 39,4           |
| Autres           | 908,8          | 760,9          |
|                  | <u>7 908,1</u> | <u>6 942,2</u> |

Les immobilisations corporelles et incorporelles et le goodwill sont alloués dans les pays suivants :

|                  | 2018<br>\$     | 2017<br>\$     |
|------------------|----------------|----------------|
| États-Unis       | 1 723,6        | 1 221,4        |
| Canada           | 1 009,8        | 1 032,0        |
| Royaume-Uni      | 362,1          | 346,9          |
| Suède            | 274,9          | 272,3          |
| Nouvelle-Zélande | 245,7          | 234,5          |
| Australie        | 120,1          | 102,3          |
| Asie             | 91,5           | 89,0           |
| Autres           | 383,8          | 351,2          |
|                  | <u>4 211,5</u> | <u>3 649,6</u> |